

**RAPPORT DES PARTIES PRENANTES
SOUMIS A L'EXAMEN PERIODIQUE
UNIVERSEL DE LA TUNISIE**

4ÈME CYCLE 2022

ADI
Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

**STAKEHOLDER REPORT SUBMITTED
TO THE UNIVERSAL PERIODIC
REVIEW OF TUNISIA**

4TH CYCLE 2022

**INFORME DE LOS ACTORES IMPLICADOS
PRESENTADO EN EL EXAMEN
PERIODICO UNIVERSAL DE TÚNEZ**

4º CICLO 2022

**تقرير الأطراف الفاعلة المقدم إلى
الاستعراض الدوري الشامل
تونس.**

الدورة الرابعة 2022





Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

RAPPORT DES PARTIES PRENANTES SOUMIS A L'EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL DE LA TUNISIE

4ème CYCLE 2022

Présenté le 15 mars 2022 par la coalition tunisienne pour les droits fondamentaux
représentée par l'Association Tunisienne de Défense des Libertés Individuelles

Présenté le 15 mars 2022 par la coalition tunisienne pour les droits fondamentaux représentée par l'Association Tunisienne de Défense des Libertés Individuelles

Web site : www.adlitn.org

E-mail : info@adlitn.org

Présentation des parties prenantes

La coalition pour les droits fondamentaux est un ensemble d'associations tunisiennes et d'ONG internationales basées à Tunis qui œuvre depuis 2017 à coordonner ses activités et positions se rapportant aux droits fondamentaux, tels que consacrés par la Constitution de 2014. Elle est composée de ADLI, ASF, Damj et l'Art Rue.

La méthodologie adoptée :

L'actuel rapport a été élaboré d'une manière participative par nos organisations : ADLI, ASF, Art Rue et Damj en se basant sur :

- Toutes les recommandations faites à la Tunisie lors de l'Examen périodique universel en mai 2017, ((A/HRC/5/36) ;
- Les travaux de veille, de suivi et reporting élaborés et publiés périodiquement par nos organisations et notamment dans le cadre du Collectif civil pour les libertés individuelles et l'observatoire pour la défense du droit à la différence en Tunisie.

L'actuel Rapport a fait l'objet de réunions et d'ateliers de travail pour sa finalisation et sa validation.

Coalition pour les droits fondamentaux

Association tunisienne de défense des libertés individuelles (www.adlitn.org)

Avocats sans frontières (www.asf.org),

Association Art Rue (www.artrue.org)

Association Damj (www.damj.org),

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES

Format : 210 x 230 mm

Conception graphique et illustrations : Suleyman Ben Nasr

Crédit photo : Yacine Gaidi / Chedli Ben Brahim

ISBN : 978-9973-9860-9-2

© ADLI. Tous les droits d'auteur sont réservés à l'Association Tunisienne de défense des libertés individuelles

1. MISE EN APPLICATION DE LA CONSTITUTION ET DES CONVENTIONS RATIFIEES



1

La Tunisie s'est engagée suite à son EPU de 2017 à poursuivre la mise en application de la Constitution de 2014 ;

Bien que nous saluions tous les efforts déployés et fournis de 2017 au 25 juillet 2021, nous déplorons :

1.1

Structures prévues par la Constitution de 2014 mais pas encore mises en place :

2

Il s'agit notamment des structures suivantes

- **La Cour Constitutionnelle**, prévue par les articles 118 à 124 de la Constitution et organisée par la loi organique n°2015-50 du 3 décembre 2015. Ladite structure, aussi fondamentale soit elle pour toute démocratie, n'a pas encore vu le jour. D'autant plus et depuis la publication du décret 2021-117 du 22 septembre 2021, l'Instance provisoire de contrôle de constitutionnalité des projets des lois a été dissoute. Ainsi, les décrets-lois pris sur la base dudit décret demeurent immunisés contre tout contrôle. Il s'agit là d'un exemple flagrant de régression par rapport aux principes de l'Etat de Droit.

- Les Instances constitutionnelles indépendantes

3

3. La Constitution de 2014 a prévu la création de 5 instances indépendantes : toutefois une seule est fonctionnelle : l'instance supérieure indépendante des élections ; en fonction depuis 2014. Par contre, l'Instance des droits de l'Homme (crée par l'article 128 de la Constitution et organisée par la loi organique n°2018-51 du 29 octobre 2018), l'Instance de la Bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption (crée par l'article 130 de la Constitution et organisée par la loi organique n°2017-59 du 24 août 2017) ; l'instance de développement durable et des droits des générations futures (crée par l'article 129 de la Constitution et organisée par la loi organique n°2019-60 du 09 juillet 2019) : n'ont pas

vu le jour. Enfin, l'instance de communication audiovisuelle, prévue par l'article 127 de la Constitution n'a même pas été organisée par une loi ; alors qu'un projet de loi ait été déposé auprès du parlement.

1.2

Textes prévus par la Constitution de 2014 mais non encore adoptés :

4

Il s'agit notamment des lois suivantes

- . **La loi relative l'instance de communication audiovisuelle**, prévue par l'article 127 de la Constitution, la loi organisant cette instance n'a encore été adoptée ; alors qu'un projet de loi ait été déposé auprès du parlement

. Loi organisant la liberté de conscience

L'article 6 de la Constitution garantit la liberté de conscience et protège le sacré. Une telle disposition nécessite la promulgation d'une loi qui protègerait cette liberté et qui réglerait tout éventuel conflit entre la liberté de conscience et le sacré

. Loi(s) relative(s) à la justice sociale et à l'équilibre entre les régions

L'article 12 de la constitution exige la garantie de la justice sociale, de l'équilibre entre les régions et le recours aux mesures de « discrimination positive » ; toutefois aucun texte global n'a été adopté dans ce sens ; et les lois de finances annuelles n'ont rien introduit en la matière

. Loi faisant des forces de sécurité nationale, une sécurité républicaine

La constitution exige un corps de force de sécurité républicaine protégeant l'ordre dans le respect des droits et des libertés (article 19 de la Constitution) : Toutefois, rien n'a été fait pour la réforme du secteur sécuritaire

3

. Loi relative au droit d'asile

L'article 26 de la Constitution renvoie à une loi organisant le droit d'asile, la Tunisie a reçu et accepté un grand nombre de recommandation liées à ce droit, malgré l'existence d'un projet gouvernemental prêt à être déposé au parlement, aucun texte juridique n'a vu le jour depuis. D'autant plus que plusieurs violations de ce droit ont été commises avant et après le 25 juillet 2021

. Loi relative aux libertés académiques

L'article 33 de la constitution garantit les libertés académiques, mais aucun texte juridique n'est venu détailler cette disposition

. Loi intégrale relative à la protection de l'environnement et au changement climatique

L'article 46 de la constitution fait de l'Etat le garant du droit à un environnement sain et exige que l'Etat participe à la sécurité du climat : toutefois, et malgré cette disposition constitutionnelle et les nombreuses conventions internationales ratifiées par la Tunisie y compris la convention sur la diversité biologique CDB (1992 et le protocole de Paris de 2015), la Tunisie n'a pas adopté une loi globale relative à l'environnement et au climat. Ceci dit un projet de code de l'environnement a été préparé par une équipe d'expert.e.s à la demande du ministère chargé de l'Environnement depuis 2013 ; mais il n'a jamais fait l'objet d'approbation en Conseil des ministres ni déposé au parlement

. Loi relative au statut de l'artiste et aux métiers d'art : l'article 42 de la Constitution reconnaît la liberté de création... Toutefois, rien n'a été fait sur le plan législatif depuis 2014

1.3

Textes à harmoniser avec les dispositions de la Constitution de 2014 mais rien n'a été fait

5

La Constitution de 2014 a introduit des principes fondamentaux dans l'ordre juridique et institutionnel tunisien. Dès lors, l'Etat a prévu de procéder à l'harmonisation de sa législation avec les dispositions de la nouvelle Constitution.

Tout en saluant les efforts entrepris en matière d'adoption et d'harmonisation des lois avec la constitution, nos organisations attirent l'attention sur les manques et carences suivantes

6

Un code pénal en contradiction avec la Constitution

Le code pénal tunisien qui date de 1913 ; est l'un des textes les plus liberticides. Après l'adoption de la Constitution de 2014, ce code devait se conformer à la nouvelle Constitution et notamment avec les principes de la protection des libertés individuelles et la garantie d'une vie digne (art. 21) ; la protection du droit à la vie (art. 22) ; la protection de la dignité (art. 23) ; la protection de la vie privée, l'inviolabilité du domicile et le secret des correspondances, des communications et des données personnelles (art. 24). En se basant sur ces principes, un nouveau code pénal devrait être adopté pour abroger Certains crimes tels que l'homosexualité, l'adultère, le travail de sexe, les crimes moraux : atteinte à la pudeur ou aux bonnes mœurs... de réviser certains pénalités et remplacer celles de courtes durées (égales ou inférieures à 2 ans) par des peines alternatives... Rappelons qu'une commission a été nommée depuis 2014, chargée de la refonte du code pénal, mais aucun projet n'a été proposé jusqu'à aujourd'hui

7

Un code de procédures pénales en contradiction avec la Constitution

Le code de procédures pénales tunisien qui date de 1968 ; est en contradiction avec les dispositions de la Constitution relatives aux procès équitable et les droits des détenu.e.s (articles 27 à 30 de la Constitution) ; d'où la nécessité de refonte de ce code

8

Un code du statut personnel à mettre à jour

Le code du statut personnel datant de 1956 ; est à mettre à jour après la promulgation de la constitution de 2014 et la Ratification du protocole de Maputo relatif aux droits des femmes en Afrique (par la loi n°2018-33 du 6 juin 2018).

D'autant plus que de nombreuses recommandations ont été reçues et acceptées par la Tunisie en 2017 relatives aux droits des femmes qui n'ont pas été mises en œuvre. Il s'agit principalement de l'égalité entre hommes et femmes en matière de l'héritage, de l'octroi de la nationalité, de l'égalité fiscale ; de l'égalité dans la tutelle sur les enfants, sur la question de la dot

9

Mettre en application « le droit à la vie est sacré »

L'article 22 de la Constitution considère le « droit à la vie comme un droit sacré et n'accepte d'en apporter des limites que dans des cas extrêmes prévus par la loi ». Toutefois, le droit tunisien et notamment le code pénal, le code de la justice militaire, la loi relative à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent... retiennent la peine capitale pour au moins 143 crimes ! Dès lors, il ne s'agit plus de cas extrêmes. De plus la Tunisie a reçu et accepté en 2017 des recommandations relatives à la peine capitale. Toutefois, aucun débat n'a été engagé sur la question depuis. De même, les déclarations du Président de la République le 29 octobre 2020, en faveur de l'application de la peine capitale sont très inquiétantes

10

Mettre en application les dispositions constitutionnelles et conventionnelles relatives à la torture

L'article 23 de la Constitution protège la dignité de l'être humain et son intégrité physique et interdit la torture morale ou physique et considère le crime de torture comme imprescriptible ». Toutefois, le Droit tunisien et notamment le code pénal et la loi relative à l'Instance nationale de prévention contre la torture (loi n° 2013-43 du 23 octobre 2013) et les pratiques judiciaires ne sont pas conformes, d'une part, à la définition de la torture telle que prévue dans la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (ratifiée en 1988) et la pratique policière continuent à pratiquer la torture dans les lieux de détention, de même les juges ordonnent toujours l'examen anal pour prouver l'homosexualité des personnes arrêtées sur la base de l'article 230 du code pénal qui punie

l'homosexualité masculine et féminine de 3 ans de prison, d'autre part

11

Mettre en application le principe de protection : « de la vie privée... et des données personnelles »

L'article 24 de la Constitution impose à l'Etat de protéger « la vie privée, l'inviolabilité du domicile, le secret des correspondances et des communications et les données personnelles ». Cette disposition constitutionnelle est aussi renforcée par les engagements internationaux de la Tunisie et notamment le PDCP et la récente ratification de la l'adhésion de la Tunisie (le 30 mai 2017) à la convention n° 108 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et de son protocole additionnel n° 181 concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données

Toutefois, les lois tunisiennes (code pénal, code des communications, loi relative à la protection des données à caractère personnelles) et les pratiques administratives, policières et judiciaires ne sont pas conformes à ces engagements

12

Harmoniser le cadre juridique relatif au droit d'accès aux réseaux de communication

La Constitution garantit « le droit d'accès aux réseaux de communication ». Toutefois le Code de 2001, continue à être liberticide et basé sur les principes de contrôle et de restriction, Laissant la portes ouverte aux autorités de traduire devant la justice les personnes dont les propos jugés critiques à l'égard des pouvoirs en place ou des personnalités publiques

13

Modifier le cadre juridique relatif aux mesures exceptionnelles et à l'état d'urgence dans un contexte de terrorisme

La Constitution tunisienne et notamment les articles 77 et

80 reconnaissent au Président de la République de « prendre les mesures qu'impose l'état d'exception et les proclamer... ». Toutefois, le cadre juridique actuel appliqué en matière d'état d'urgence n'est pas conforme à la constitution et aux engagements internationaux de la Tunisie. En effet, la proclamation de l'état d'urgence se fait sur la base du décret n°50 du 26 janvier 1978, un décret en contradiction flagrante avec la Constitution et notamment son article 49 qui exige que les limites aux droits et libertés ne pourraient se faire que par une loi,

14

De même, à partir du 25 juillet 2021

- Le Président de la République a appliqué l'article 80, en faisant une lecture très extensive de ce texte. En effet, sur la base de sa lecture de cet article le Président a suspendu toutes les activités du parlement, a procédé à la levée de l'immunité à tou.te.s les député.e.s, a limogé le Chef du Gouvernement, et a voulu s'octroyer la présidence du parquet judiciaire alors qu'il préside déjà le parquet militaire ;
- En se basant sur cette même disposition, le Chef de l'Etat a pris un décret le 22 septembre 2021 relatif aux mesures exceptionnelles. En vertu de ce texte, le Président de la République a concentré les pouvoirs législatif et exécutif entre ses mains. Il a abrogé la majeure partie de la Constitution (gardant de fait 49 articles sur un total de 149 !). Il a immunisé ses actes de toute voie de recours, a dissout l'Instance provisoire de contrôle de constitutionnalité des projets de loi , et a prévu de créer une commission qui va l'aider « à élaborer les projets de révisions relatives aux réformes politiques ».

- le 13 décembre 2021, et en se basant toujours sur l'article 80 de la Constitution le Président annonce sa feuille de route : organiser une consultation populaire de janvier à mars 2022, élaborer une nouvelle Constitution qui fera l'objet d'un référendum le 25 juillet 2022 et organiser des élections législatives le 17 décembre 2022

15

Le 12 février 2022, le président a dissout le conseil supérieur de la magistrature et l'a remplacé par un conseil provisoire qu'il tient sous son contrôle.

16

Cette période est marquée aussi par des mesures des plus liberticides

- Des assignations à résidences sans motifs sérieux et annoncés (16 personnes entre le 25 juillet 2021 et le 13 janvier 2022)
- Des procès de civils devant les tribunaux militaires (en guise de comparaison de 2011 à 2021, seulement 10 civils traduits devant ces tribunaux, alors que du 25 juillet au 31 décembre 2021 : 12 civils ont été traduits devant la justice militaires)
- Restriction de la liberté de presse et d'expression : fermeture de bureau de chaîne télévision, Limogeage du directeur général de la télévision nationale, agressions contre les journalistes ...
- Restriction de la liberté de circulation, les assignations à résidence, l'interdiction de voyager en application de la mesure frontalière S17
- Usage abusif de la loi relative à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent de 2015, qui a institué un régime spécifique d'enquête et d'instruction et qui a retenu la peine capitale pour certains crimes de terrorisme

17

Reformer la justice en harmonie avec la Constitution et les conventions internationales

En 2017, la Tunisie a reçu et accepté un ensemble de recommandations relatives à la réforme de la justice. Depuis, un Conseil de la magistrature est fonctionnel, mais de nombreux problèmes persistent dans le fonctionnement de la justice :

18

Au niveau du fonctionnement nous avons remarqué la lenteur dans les procès et les jugements :

. Un interventionnisme inquiétant et une pression systématique de l'exécutif sur le fonctionnement de la justice, ainsi que des attaques contre le Conseil supérieur de la magistrature

. Au niveau de la formation des magistrats, il manque toujours une solide formation en matière des droits humaines et des conventions internationales ;

. Au niveau de la justice spécialisée nous soulevons les problèmes que rencontrent les chambres spécialisées dans les affaires de la Justice transitionnelle et une montée inquiétante des procès des civil.e.s devant les tribunaux militaires ;

19

Au niveau des jugements, nous relevons une certaine lecture très conservatrice des textes juridiques (qui sont en contradiction avec la Constitution et les conventions internationales : code pénal, code de procédure pénale, code du statut personnel, loi n°92-52 du 27 du 18 mai 1992 sur les stupéfiants...), ceci a donné des jugements très restrictifs des libertés.

Cette politique a entraîné une surpopulation des prisons et des lieux de détention (150%) ; dont le tiers est composé de personnes arrêtées et/ou jugées pour consommation de drogues !

20

Reformer le code des eaux : la constitution de 2014 a consacré un article spécifique au droit à l'eau (article 44). Le code des eaux de 1975 n'est plus en harmonie avec ces dispositions constitutionnelles. D'où la nécessité d'une refonte de ce code.

2. DROITS DES GROUPES MINORÉS ET DISCRIMINÉS



21

La Tunisie s'est engagée suite à son EPU de 2017 à renforcer et à protéger les droits des groupes les plus minorés et discriminés.

En examinant le travail accompli de 2017 au 25 juillet 2021 nous saluons les efforts déployés pour protéger et améliorer certains droits mais nous déplorons que nombreux sont les groupes qui continuent à être minorés et discriminés par le droit.

2.1

La discrimination à l'égard des femmes :

22

La Tunisie s'est engagée de par sa constitution à protéger les acquis des femmes et à les développer et les promouvoir (art. 46) ; de même la ratification de la CEDAW et du Protocole de Maputo engage la Tunisie à effectuer une égalité complète et effective entre hommes et femmes. Toutefois et malgré de nombreuses réalisations, la discrimination caractérise encore le Droit tunisien. Nombreux sont les textes qui consacrent la discrimination basée sur le genre.

Il s'agit notamment du Code Pénal (CP) en date de 1913 qui sanctionne les travailleuses de sexe (article 231), et l'article 230 qui sanctionne l'homosexualité féminine et masculine, l'article 226 qui sanctionne toute atteinte à la pudeur et à la moralité publique. Le Code du Statut Personnel en date de 1956, qui attribue au mari la qualité de chef de famille et donc la tutelle des enfants, qui institue sur des dispositions inégalitaires entre hommes et femmes en matière d'héritage. Le Code de la nationalité n'attribue pas les mêmes droits aux hommes et aux femmes tunisiens dans l'octroi de leur nationalité à leurs conjoint.es.

2.2

La discrimination à l'égard des enfants

23

La Tunisie s'est engagée de par sa Constitution à consacrer l'intérêt supérieur de l'enfant (article 47), principe consacré

aussi par l'ensemble des législations nationales (code de protection de l'enfant) et les conventions et protocoles ratifiés par la Tunisie. Toutefois, la législation nationale contient toujours des aspects discriminatoires à l'égard des enfants.

Ainsi, le droit tunisien (article 15 CSP) continue à discriminer les enfants nés hors mariage (mêmes ceux reconnus par leurs pères) de les empêcher d'hériter de leur père au même titre que leurs frères et sœurs né.e.s dans le cadre du mariage.

2.3

La discrimination à l'égard des personnes LGBTQI+

24

La Tunisie s'est engagée en 2017 à « Assurer la protection des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, altersexuels et intersexués, contre toutes les formes de stigmatisation, de discrimination et de violence et s'abstenir de procéder à des examens aléatoires, le test anal notamment ». Toutefois, le droit tunisien (un code pénal qui date de 1913, sanctionnent l'homosexualité féminine et masculine de 3 ans de prison ; et les juges continuent à ordonner à la médecine légale de procéder à un test anal à l'encontre des personnes accusées d'homosexualité

Les personnes transsexuelles et transgenre sont discriminées, violentées et arrêtées sur la base de leur faciès et le droit ne reconnaît pas leur changement d'identité.

2.4

La discrimination à l'égard des non tunisiens.e.s : migrant.e.s et demandeurs d'asile

25

La Tunisie s'est engagée en 2017 à « Prendre des mesures en vue de renforcer les mécanismes visant à repérer, identifier et aider les migrants vulnérables aux frontières, y compris les mineurs, les demandeurs d'asile potentiels et les victimes de la traite ».

Toutefois

- La Tunisie n'a pas adhéré aux conventions internationales relatives au droit d'asile et celles relatives à la protection des travailleurs migrants et les membres de leurs familles. Elle n'a pas adopté une loi relative au droit d'asile non plus. Par ailleurs, la loi du 8 mars 1968 sur la condition des étrangers reste très imprégnée par le souci sécuritaire et devenue obsolète. Le code de la nationalité en date du 28 février 1963, et le code du travail (en date de 1966) sont très restrictifs. La loi relative aux passeports et documents de voyage de 1975 et notamment après sa modification le 3 février 2004) a institué un régime relatif aux migrations irrégulières, réprimant toute forme d'aide au migrant : trois ans d'emprisonnement et une amende de 8 milles dinars

2.5

La discrimination à l'égard des personnes en situation de handicap

26

26. La Tunisie s'est engagée en 2017 à « Redoubler d'efforts pour promouvoir les droits fondamentaux des personnes handicapées dans tous les domaines ». La Tunisie s'est dotée depuis 2005 d'une loi d'orientation relative à la promotion et à la protection des droits des personnes handicapées.

Toutefois, cette loi reste d'un côté non conforme à la constitution et à la convention internationale sur les droits des personnes handicapées. D'autre part la pratique est en dessous de toutes les exigences constitutionnelles, conventionnelles et législatives.

2.6

La discrimination raciale

27

La Tunisie s'est engagée en 2017 à « adopter un cadre juridique incriminant la discrimination raciale » ; cet engagement a été tenu en adoptant la loi 50 du 23 octobre 2018, relative à l'élimination de toutes les formes de la discrimination raciale. Toutefois, la mise en application de la loi traîne : la Commission nationale de lutte contre la discrimination raciale, prévue par la loi n'a pas encore vu le jour et les différents départements

publics (enseignement, santé, famille, justice, médias public...) n'ont pas encore développé leurs programmes relatifs à la lutte contre la discrimination raciale.

2.7

La discrimination sur la base d'éléments culturels

28

La Tunisie s'est engagée en 2017 à « Protéger les droits économiques, sociaux et culturels des minorités amazighes » et à mettre en place « un conseil interreligieux ». De même, la constitution tunisienne protège la liberté de conscience (article 6) ;

Toutefois

- Aucune reconnaissance officielle de la langue amazighe, ni incitation à son enseignement et diffusion,

- Aucune reconnaissance des religions autre que les 3 trois monothéistes. Des restrictions dans la pratique des cultes des musulmans chiites ou kharijites, absence de lieux de cultes et d'inhumation spécifiques à la communauté bahaïe, refus de succession entre personnes appartenant aux différentes confessions.

2.8

Les violations de la liberté d'association, de réunion et de manifestation

29

En 2017 la Tunisie s'est engagée à « Assurer un environnement favorable permettant aux défenseurs des droits de l'homme de mener leurs activités légitimes sans crainte ni obstacle indu » et de « mener promptement des enquêtes sur tous les cas de menaces et d'agression visant des défenseurs des droits de l'homme, et veiller à ce que les responsables soient traduits en justice et condamnés. ».

Toutefois, depuis 2020 et avec les restrictions liées à la pandémie de la COVID 19, et après les événements du 25 juillet 2021, les violences policières se sont multipliées contre les journalistes, activistes de la société civile et des

mouvements sociaux, sans que des enquêtes sérieuses ne soient menées contre les responsables de ces violences. Les manifestations sont violemment réprimées et les activistes notamment queer sont violenté.e.s, arrêté.e.s et jugé.e.s.

2.9

La discrimination sur la base de l'état de santé : les PVVIH

30

30. La Constitution reconnaît le droit humain à la santé » (article 38). De même, la loi de 1992 relative aux maladies transmissibles, interdit toute discrimination sur la base des maladies transmissibles ». Toutefois, le droit et la pratique continuent à être discriminatoires. En effet :

- les PVVIH ne jouissent pas de leurs droits et notamment au travail, à la santé et souffrent de discriminations sociales et administratives très alarmantes, notamment dans les hôpitaux.
- Les non-tunisien.ne.s n'accèdent pas automatiquement et gratuitement au traitement et à la prise en charge dans les établissements de santé publique.

3. Les recommandations



1. MISE EN APPLICATION DE LA CONSTITUTION ET DES CONVENTIONS RATIFIEES

1.1

Structures prévues par la Constitution de 2014 mais pas encore mises en place

Recommendation n° 1.

une mise en place rapide de la Cour constitutionnelle

Recommendation n° 2.

une mise en place rapide des instances constitutionnelles et l'adoption de la loi relative à l'instance de communication audiovisuelle.

1.2

Textes prévus par la Constitution de 2014 mais non encore adoptés

Recommendation n° 3.

l'adoption rapide de loi relative l'instance de communication audiovisuelle

Recommendation n° 4.

l'adoption d'une loi organisant la liberté de conscience

Recommendation n° 5.

Adoption de Loi(s) relative(s) à la justice sociale et à l'équilibre entre les régions

Recommendation n° 6.

l'adoption d'une loi instituant clairement les principes et le fonctionnement d'une sécurité républicaine

Recommendation n° 7.

l'adoption d'une loi intégrale relative aux étrangers et couvrant entre autres le droit d'asile

Recommendation n° 8.

La ratification de Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Recommendation n° 9.

L'adoption d'une loi relative aux libertés académiques

Recommendation n° 10.

l'accélération de l'adoption du projet du code de l'environnement intégrant clairement la question des changements climatiques

Recommendation n° 11.

Accélérer l'adoption du projet de loi relatif au statut de l'artiste et aux métiers d'art déposé auprès de l'ARP depuis 2019.

1.3

Textes à harmoniser avec les dispositions de la Constitution de 2014 mais rien n'a été fait

Recommendation n° 12.

L'adoption d'un nouveau code pénal selon une approche participative et en harmonie avec les exigences des droits humains

Recommendation n° 13.

Accélérer l'adoption du nouveau code de procédure pénale

Recommendation n° 14.

Modifier le Code du statut personnel en commençant par l'adoption du projet de loi relatif à l'égalité en matière d'héritage déjà déposé par le Gouvernement tunisien auprès du parlement en octobre 2018

Recommendation n° 15.

Abolir la peine capitale dans le cadre d'un nouveau code pénal. Le cas échéant de revoir cette liste trop large de crimes passibles de cette peine et de continuer à appliquer le moratoire relatif à la non application de la peine capitale

Recommendation n° 16.

Mettre en application les dispositions constitutionnelles et conventionnelles relatives à la torture

Recommendation n° 17.

Se conformer à la définition de la torture telle que prévue par la Convention

Recommendation n° 18.

Arrêter immédiatement la pratique du test anal et de virginité et de toute pratique dégradante ou inhumaine

Recommendation n° 19.

Donner une suite positive aux plaintes relatives aux pratiques de torture et de mener des enquêtes sérieuses et sincères et d'accélérer les procès en la matière

Recommendation n° 20.

Doter l'Instance nationale de prévention de la torture des moyens matériels nécessaires et de ne pas entraver son fonctionnement et ses visites inopinées

Recommendation n° 21.

Mettre en application le principe de protection : « de la vie privée... et des données personnelles »

Recommendation n° 22.

l'harmonisation du droit tunisien avec ces principes constitutionnels et conventionnels

Recommendation n° 23.

l'adoption d'un nouveau cadre juridique relatif à la protection des données à caractère personnel, et ce, en accélérant l'adoption du projet du code des données personnelles déposé depuis 2018 auprès de l'ARP, mais non encore adopté

Recommendation n° 24.

le renforcement de l'Instance nationale de protection des données à caractère personnel en la rendant plus indépendante, en la dotant de compétences plus larges en matière de contrôle du respect de la protection des données personnelles et en renforçant ses moyens humains et financiers

Recommendation n° 25.

Harmoniser le cadre juridique relatif au droit d'accès aux réseaux de communication

Recommendation n° 26.

Harmoniser le code des télécommunications avec les principes des droits humains et les valeurs de la démocratie en supprimant les dispositions pénales injustifiées et notamment les peines privatives de libertés liées à la liberté d'expression

Recommendation n° 27.

Ne plus traduire les journalistes, blogueur.se.s, utilisateurs.trices des réseaux sociaux sur la base d'articles liberticides (notamment l'article 86 du code des communications)

Recommendation n° 28.

Modifier le cadre juridique relatif aux mesures exceptionnelles et à l'état d'urgence dans un contexte de terrorisme

Recommendation n° 29.

A titre principal, l'arrêt immédiat de l'application du décret n°50 du 26 janvier 1978, relatif à l'état d'exception

Recommendation n° 30.

Arrêter immédiatement de traduire les civil.e.s devant les tribunaux militaires

Recommendation n° 31.

Arrêter l'assignation à résidence sans motifs sérieux et clairement annoncés

Recommendation n° 32.

Arrêter l'utilisation de la mesure frontalière S17

Recommendation n° 33.

Arrêter toute atteinte à l'indépendance des instances nationales et au Conseil supérieur de la magistrature

Recommendation n° 34.

Conserver le statu quo constitutionnel et ne procéder à la réforme ou l'adoption d'une nouvelle constitution qu'après l'organisation d'élections législatives et présidentielles anticipées

Recommendation n° 35.

Ne Procéder aux réformes politiques et institutionnelles qu'après les élections

Recommendation n° 36.

Exiger que le processus des réformes politiques et constitutionnelles soit transparent et participatif incluant les différentes tendances politiques et les organisations de la société civile

Recommendation n° 37.

Harmoniser le texte relatif au terrorisme avec les dispositions de la Constitution et renforcer les garanties aux personnes accusées et remplacer la peine capitale par une peine privative de liberté.

Recommendation n° 38.

Reformer la justice en harmonie avec la Constitution et les conventions internationales

Recommendation n° 39.

Garantir l'indépendance de la justice, et que l'exécutif arrête de s'immiscer dans le juridictionnel

Recommendation n° 40.

Renforcer la formation des magistrat.e.s en matière des Droits Humains et des conventions internationales

Recommendation n° 41.

Améliorer les conditions matérielles du travail des juges (l'état des tribunaux, des bureaux...) doter les magistrat.e.s d'assistant.e.s de recherche

Recommendation n° 42.

Revoir la politique judiciaire et remplacer les peines inférieures ou égales à deux (2) ans d'emprisonnement par des peines alternatives et par sursis à exécution systématique pour les peines inférieures ou égales à un (1) an de prison

Recommendation n° 43.

Renforcer les chambres spécialisées dans les procès de la Justice transitionnelle et préserver la stabilité des juges qu'y siègent, et garantir le double degré de juridiction

Recommendation n° 44.

Revoir les compétences des tribunaux militaires et les limiter aux seules infractions d'ordre militaire et qu'aucune affaire civile ne soit jugée par le système de justice militaire.

Recommendation n° 45.

Reformer le code des eaux : Accélérer l'adoption du projet du nouveau code des eaux.

2. DROITS DES GROUPES MINORÉS ET DISCRIMINÉS



La discrimination à l'égard des femmes

Recommendation n° 46.

Continuer sur la voie de l'égalité et de mettre en œuvre les recommandations de la Commission Libertés individuelles et Egalité (COLIBE) qui ont donné suite à deux projets de lois : le projet du « Code des droits et libertés individuels » (texte déposé auprès de l'ARP par un ensemble de député.e.s le 18 octobre 2018) et le projet de loi relatif à l'égalité en matière d'héritage, déposé sur initiative présidentielle en novembre 2018

Recommendation n° 46.

Lever les déclarations générales sur la CEDAW.

Recommendation n° 47.

A dopter les décrets d'application fondés sur l'égalité

Il en est ainsi, des textes d'application de la loi 2017-58 du 11 août 2017 et notamment en ce qui concerne l'aide légale, la prise en charge des femmes victimes de violence, les programmes et projets des différents ministères liés à la lutte contre la violence

Recommendation n° 48.

Garantir les droits sexuels et reproductifs à toutes les femmes et les filles gratuitement et dans le respect de leurs données à caractère personnel et leur dignité.

La discrimination à l'égard des enfants

Recommendation n° 49.

Supprimer les discriminations à l'égard des enfants nés hors mariage et d'amender le Code du Statut Personnel

Recommendation n° 50.

Lever les déclarations générales sur la convention relative aux droits de l'enfant.

La discrimination à l'égard des personnes LGBTQI+

Recommendation n° 51.

L'arrêt immédiat du test anal, l'abrogation de l'article 230 du code pénal, la reconnaissance du changement de sexe et de l'identité de genre

Et L'arrêt de traduire les personnes devant la justice pour leur apparence physique ou vestimentaire.

La discrimination à l'égard des non tunisiens.ne.s : migrant.e.s et demandeurs d'asile

Recommendation n° 52.

Modifier ses lois nationales pour supprimer les discriminations injustifiées à l'égard des non-tunisiens.ne.s

Recommendation n° 53.

Reconnaitre les droits à l'éducation, à la santé, au logement et au travail sans discrimination, - Reconnaitre la nationalité tunisienne aux enfants nés en Tunisie

Recommendation n° 54.

Adopter une loi relative à l'asile (en application de l'article 26 de la constitution)

Recommendation n° 55.

Ratifier la Convention 189 de l'OIT sur la protection des travailleurs migrants et les membres de leurs familles.

2.5

La discrimination à l'égard des personnes en situation de handicap**Recommendation n° 56.**

AdAPTER LA LOI DE 2005 À LA CONVENTION DE 2008 ET CE EN RECETTANT LA DÉFINITION DU HANDICAP

Recommendation n° 57.

INTEGRER CLAIREMENT L'APPROCHE DROITS HUMAINS ET CONSIDÉRER LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP COMME DÉTENTEURS DE DROITS ET NON PAS DES BÉNÉFICIAIRES DE SERVICES ET DE PRESTATIONS

Recommendation n° 58.

ASSURER L'ACCÈS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS.

2.6

La discrimination raciale**Recommendation n° 59.**

METTRE EN ŒUVRE LA LOI DE 2018 ET METTRE EN PLACE RAPIDEMENT LA COMMISSION NATIONALE ET D'ÉLABORER LES PROGRAMMES ET CAMPAGNES DE SENSIBILISATION ET DE LUTTE CONTRE TOUTE LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE.

2.7

La discrimination sur la base d'éléments culturels**Recommendation n° 60.**

ADOPTER UN TEXTE JURIDIQUE RECONNAISSANT LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE, ET LA RECONNAISSANCE DE TOUTES LES CONFESSEIONS QUI N'INCITENT PAS À LA HAINE ET À LA VIOLENCE

Recommendation n° 61.

RECONNAITRE LA LANGUE AMAZIGHE ET INCITER À SON ENSEIGNEMENT ET À SA DIFFUSION.

2.8

Les violations de la liberté d'association, de réunion et de manifestation**Recommendation n° 62.**

RECONNAITRE CLAIREMENT LES DROITS DES DÉFENSEUR.E.S DES DH, DE LEUR ASSURER UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE LEUR PERMETTANT DE MENER LEURS ACTIVITÉS ET DE POURSUIVRE LES RESPONSABLES DES VIOLATIONS DE LEURS DROITS

Recommendation n° 63.

ARRÊTER TOUTE ATTEINTE ILLÉGALE À LA LIBERTÉ DE CONSTITUER DES ASSOCIATIONS OU À LEUR FONCTIONNEMENT

Recommendation n° 64.

ABROGER LA LOI DE 1969 RELATIVE AUX RÉUNIONS PUBLIQUES, CORTÈGES, DÉFILÉS, MANIFESTATIONS ET ATTROUPEMENTS

Recommendation n° 65.

ABROGER LE DÉCRET N°50 DU 26 JANVIER 1978, RELATIF À L'ÉTAT D'URGENCE.

2.9

La discrimination sur la base de l'état de santé : les PVVIH**Recommendation n° 66.**

SUPPRIMER TOUTE FORME DE DISCRIMINATION EN DROIT ET DANS LA PRATIQUE CONTRE LES PVVIH TUNISIEN.NE.S OU NON-TUNISIEN.NE.S; AINSI QUE DE RÉVISER LA LOI DE 1992.



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

STAKEHOLDER REPORT SUBMITTED TO THE UNIVERSAL PERIODIC REVIEW OF TUNISIA

4th CYCLE 2022

Presented on March 15, 2022 by the Tunisian Coalition for Fundamental Rights
represented by the Tunisian Association for the Defense of Individual Liberties

**Presented on March 15, 2022 by the Tunisian Coalition for Fundamental Rights
represented by the Tunisian Association for the Defense of Individual Liberties**

Web site : www.adlitn.org

E-mail : info@adlitn.org

The adopted methodology:

The current report was elaborated in a participatory way by the following organizations: ADLI, ASF, Art Rue and Damj based on:

- All the recommendations made to Tunisia during the Universal Periodic Review in May 2017, ((A/HRC/36/5);
- The monitoring, follow-up and reporting work that have been developed and published periodically by our organizations and particularly in the framework of the Civil Collective for Individual Liberties and the Observatory for the Defense of the Right to Difference in Tunisia.

The following report has been the subject of meetings and workshops for its final validation.

Coalition for fundamental rights

Tunisian Association for the Defense of Individual Liberties (www.adlitn.org),
Lawyers without borders (www.asf.org), Association Art Rue (www.arttrue.org)
Damj Association (www.damj.org)

Introduction

At the end of the third cycle of the Universal Periodic Review (UPR), Tunisia accepted a series of recommendations made by the Human Rights Council (189 recommendations accepted out of 248 recommendations). In anticipation of the Fourth Cycle of the Universal Periodic Review (2017-2021), ADLI, ASF, Art Rue, Damj, FIDH and Al Kawakibi Center have submitted a report on the review.

In this note, organizations are based on the analysis of activities of several human rights actors to congratulate the Tunisian State for the many achievements made in the field of rights and freedoms since the popular uprising of 2011 and since the UPR of 2017.

However, the declaration of a state of emergency and the announcement of exceptional measures by the President of the Republic in a unilateral manner since July 25, 2021 are of great concern to our organizations: the freezing of the activities of the Assembly of People's Representatives, lifting the immunity of all deputies, appointing a new government, the concentration of powers in the hands of the Head of State (through Decree No. 117 adopted on September 22, 2021), closing the offices of the Anti-Corruption Authority ...

On December 13th 2021, the President of the republic presented his roadmap by which there will be : The organization of a popular consultation between January and March 2022, the preparation of a new constitution that will be subject to a referendum on July 25, 2022 and the organization of legislative elections on December 17, 2022... However, the mentioned roadmap was unilaterally developed by the presidency without any participatory approach. With the lack of transparency and exclusion, there are no guarantees that there will be any inclusion or involvement of OSCs' in this process which constitute serious threats to the exercise of collective and individual freedoms, especially in light of the establishment of a new political and constitutional order !

Our organizations wish to draw the attention of the Human Rights Council to several points of concern that need to be examined in order to guide the democratic transition in Tunisia on the path of the rule of law and to prevent any regression in terms of rights and freedoms.

1. IMPLEMENTATION OF THE CONSTITUTION AND RATIFIED CONVENTIONS



Following its 2017 UPR, Tunisia committed itself to continue the implementation of the constitution of 2014; In reviewing the work done from 2017 to July 25, 2021 we welcome the efforts made to implement the constitution but we deplore the following statements:

1.1

Structures provided for in the 2014 Constitution but not yet established:

This includes the following structures:

The Constitutional Court, provided for in articles 118 to 124 of the Constitution and organized by organic law No. 2015-50 of December 3, 2015. This structure, which is fundamental to any democracy, has not seen the light of day. Nonetheless, the Provisional Instance for the Control of Constitutionality of draft laws has been dissolved by the Decree 2021-117 of September 22, 2021. Thus, the decree-laws taken on the basis of the latter are now immune from any kind of control, which constitutes a flagrant regression from the principles of the rule of law.

- Independent Constitutional Bodies:

The 2014 Constitution created 5 independent bodies; however, only one has been established since 2014 ; The Independent High Authority for the Elections. On the other hand, the Human Rights Instance (created by Article 128 of the Constitution and organized by organic law n°2018-51 of October 29, 2018), the Good Governance and Anti-Corruption Instance (created by Article 130 of the Constitution and organized by organic law n°2017-59 of August 24, 2017); the Sustainable Development and Rights of Future Generations Instance (created by Article 129 of the Constitution and organized by organic law n°2019-60 of July 09, 2019): have not seen the light of day. Finally, the audiovisual communication authority, created by Article 127 of the Constitution, has not even been organized by a law, although a bill has been submitted to Parliament.

We recommend the establishment of the different independent constitutional bodies and the election of their members, as well as the adoption of a law on the authority of audiovisual communication.

1.2

Texts provided for in the 2014 Constitution but not yet adopted:

This includes the following laws:

. The law on the audiovisual communication authority, created by Article 127 of the Constitution, the law organizing this authority has not been adopted; although a bill has been filed with Parliament;

Law organizing freedom of conscience: Article 6 of the Constitution guarantees freedom of conscience and protects the sacred. Such a provision would require the enactment of a law that would protect this freedom and settle any possible conflict between freedom of conscience and the sacred.

. Law(s) on social justice and regional balance: Article 12 of the Constitution requires the achievement of social justice, regional balance and the use of "positive discrimination" measures; however, no comprehensive text has been adopted in this sense, and the annual finance laws have not introduced anything in this regard!

.Law making the national security forces a republican security: The Constitution provides for a body of republican security forces protecting order while respecting rights and freedoms (Article 19 of the Constitution): However, nothing has been done to reform the security sector.

. Law on the right of asylum: Article 26 of the Constitution refers to a law organizing the right of asylum, Tunisia has received and accepted a large number of recommendations related to this right. Despite the existence of a government project ready to be tabled in parliament, no legal text has seen the light of day Since this right has been continuously violated before and after July 25th, 2021

. **Law on academic freedom:** Article 33 of the Constitution guarantees academic freedom, but no legal text has been drafted to detail this provision;

. **Comprehensive law on environmental protection and climate change:** Article 46 of the Constitution makes the state the guarantor of the right to a healthy environment and requires the state to participate in climate security; however, despite this constitutional provision and the many international conventions ratified by Tunisia including the Convention on Biological Diversity CBD (1992 and the Paris Protocol of 2015), Tunisia has not adopted a comprehensive law on the environment and climate. That said, a draft environmental code has been prepared by a team of experts at the request of the Ministry of Environment since 2013, but it has never been approved by the Council of Ministers or transmitted to parliament!

. **Law on the status of the artist and crafts:** Article 42 of the Constitution recognizes the right to culture and the right to creativity ... However, nothing has been done at the legislative level since 2014.

1.3

Texts to be harmonized with the provisions of the 2014 Constitution but nothing has been done:

The 2014 Constitution introduced fundamental principles into the Tunisian legal and institutional order. Hence, it was conceived that Tunisia would proceed to harmonize its legislation with the provisions of the new Constitution. While welcoming some of the efforts undertaken for the adoption and harmonization of laws with the Constitution we draw attention to the following shortcomings and deficiencies:

. **A penal code in contradiction with the Constitution:** The Tunisian penal code which dates from 1913; is one of the most liberticidal texts. After the adoption of the Constitution of 2014, this code was to comply with the new Constitution and in particular the principles of the protection of individual freedoms and the assurance of a dignified life (art. 21); the protection of the right to life (art. 22); the protection of dignity (art. 23); the protection of privacy, the inviolability of the home and the secrecy of correspondence,

communications and personal data (art. 24). Based on these principles, a new penal code should be adopted to remove crimes such as homosexuality, adultery, sex work, moral crimes: indecent assault or morality ... Review the penalties and replace those of short duration (equal to or less than 2 years) by alternative penalties ... Recall that a commission has been appointed since 2014, responsible for the redesign of the penal code, however no project has been proposed until today;

. **A code of criminal procedures in contradiction with the Constitution:** The Tunisian code of criminal procedures which dates from 1968; is in contradiction with the provisions of the Constitution relating to the fair trial and the rights of detainees (articles 27 to 30 of the Constitution); hence the need to recast this code. At this level,

A personal status code to be updated: The code of personal status (CSP) which dates from 1956; is to be updated after the promulgation of the constitution of 2014 and the Ratification of the Maputo Protocol on the rights of women in Africa (by Law No. 2018-33 of June 6, 2018). Especially since many recommendations were received and accepted by Tunisia in 2017 relating to women's rights that have not been implemented, mainly equality between men and women in terms of inheritance, granting nationality, tax equality; equality in the guardianship of children, the issue of dowry ...

. **Enforce "the right to life is sacred":** Article 22 of the Constitution considers the "right to life as a sacred right and only accepts to bring limits in extreme cases provided by the law. However, the Tunisian law and in particular the penal code, the code of military justice, the law on the fight against terrorism and money laundering ... retain the death penalty for at least 143 crimes! We can no longer talk about extreme cases. In addition, Tunisia has received and accepted in 2017 recommendations on capital punishment. However, no debate has been initiated on the issue since. Similarly, the statements of the President of the Republic on October 29, 2020, in favor of the application of capital punishment are very alarming.

. Implement the constitutional and conventional provisions on torture: Article 23 of the Constitution protects the dignity of the human being, his physical integrity, prohibits moral or physical torture and considers the crime of torture as imprescriptible. However, Tunisian law, and in particular the penal code and the law relating to the National Authority for the Prevention of Torture (Law No. 2013-43 of October 23, 2013) and judicial practices do not comply with the definition of torture as provided in the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CAT). The police continues to practice torture in places of detention, and judges still order anal examinations to prove homosexuality of those arrested on the basis of Article 230 of the Penal Code, which punishes male and female homosexuality with three years in prison

. Implement the principle of protection: "of privacy ... and personal data": Article 24 of the Constitution requires the State to protect "privacy, inviolability of the home, the secrecy of correspondence and communications and personal data. This constitutional provision is also reinforced by Tunisia's international commitments and in particular the ICCPR and the recent ratification of Tunisia's accession (on May 30, 2017) to the Council of Europe Convention No. 108 for the Protection of Individuals with regard to Automatic Processing of Personal Data and its Additional Protocol No. 181 concerning supervisory authorities and transborder data flows.

However, Tunisian laws (penal code, communications code, law on the protection of personal data) and administrative, police, and judicial practices do not comply with these commitments.

. Harmonize the legal framework relating to the right of access to communication networks: the Constitution guarantees "the right of access to communication networks". However, the 2001 Code continues to be liberticidal and based on the principles of control and restriction. It allows the authorities to bring before the courts people whose comments are deemed censorious of the powers that be or public figures.

. Modify the legal framework related to exceptional

measures and the state of emergency in a context of terrorism :

The Tunisian Constitution, and in particular articles 77 and 80, allow the President of the Republic to "take the measures required by a state of emergency and to proclaim them...". However, the current legal framework applied to the state of emergency is not consistent with the constitution and international commitments of Tunisia. Indeed, the proclamation of the state of emergency is based on Decree No. 50 of January 26, 1978, a decree in flagrant contradiction with the Constitution and in particular its Article 49 which requires that the limits to rights and freedoms could be done only by a law,

Similarly, as of July 25, 2021:

- The President of the Republic has applied article 80, making a very extensive reading of this text. Indeed, based on his reading of this article, the President suspended all activities of the Parliament, proceeded to lift the immunity of all deputies, dismissed the Head of Government, and wanted to take over the presidency of the Judicial Prosecutor's Office, while he already presides over the Military Prosecutor's Office;

- Based on this same provision, the Head of State issued a decree on September 22, 2021 on exceptional measures. Under this text, the President of the Republic concentrated legislative and executive powers in his hands. He repealed most of the Constitution (keeping 49 articles out of a total of 149!). He has made his actions immune from appeal, dissolved the Provisional Institution for the Control of the Constitutionality of Bills of laws (IPCCPL), and planned to create a commission to help him draft laws relating to political reforms.

- Finally, based on Article 80 of the Constitution, on December 13, 2021, the President announced his roadmap: to organize a national consultation from January to March 2022, to draft a new Constitution which will be the subject of a referendum on July 25, 2022, and to organize legislative elections on December 17, 2022!

This period is also marked by the most liberticidal measures:

- House arrest without serious and announced reasons (16 people between July 25, 2021 and January 13, 2022),
- Trials of civilians before military courts (by way of comparison, from 2011 to 2021, only 10 civilians were brought before these courts, while from July 25 to December 31, 2021: 12 civilians were brought before the military justice);
- Restriction of freedom of the press and expression: closure of television station offices, dismissal of the director general of the national television, attacks on journalists, etc.
- Restriction of freedom of movement, house arrest, travel ban in application of the border measure S17... ;
- Misuse of the Anti-Terrorism and Anti-Money Laundering Act of 2015, which established a specific investigation and prosecution regime and retained the death penalty for certain terrorism crimes;

. Reforming the justice system in harmony with the Constitution and international conventions: In 2017, Tunisia received and accepted a set of recommendations related to the reform of the justice system. Since then, a Council of the Judiciary has been functional, but many problems persist in the functioning of the justice system:

- At the operational level, we noticed the slowness in the trials and the judgments;
- . A worrying interventionism and systematic pressure from the executive on the functioning of the justice system, attacks on the Supreme Judicial Council.
- . In terms of the training of magistrates, there is still a lack of solid training in human rights and international conventions;
- . At the level of specialized justice, we raise the problems encountered by the specialized chambers in the cases of transitional justice and a disturbing rise in the trials of civilians before military courts;

- At the level of judgments, we note a very conservative reading of legal texts (which are in contradiction with the Constitution and international conventions: penal code, code of penal procedure, code of personal status, law n°92-52 of May 18, 1992 on narcotics...), this has resulted in very restrictive judgments of freedoms.

This policy has led to an overpopulation of prisons and places of detention (150%), a third of which is composed of people arrested and/or judged for drug use!

. Reform the water code: the 2014 constitution dedicated a specific article to the right to water (Article 44). The 1975 water code is no longer in harmony with these constitutional provisions. Hence the need for an overhaul of this code.

2. RIGHTS OF MINORITIZED AND DISCRIMINATED GROUPS



Tunisia made a commitment following its 2017 UPR to strengthen and protect the rights of the most minoritized and discriminated against groups.

In reviewing the work done from 2017 to July 25, 2021, we welcome the efforts made to protect and improve certain rights, but we regret that many groups continue to be minoritized and discriminated against by law.

2.1

Discrimination against women:

Tunisia is committed by its constitution to protect the achievements of women and to develop and promote them (art. 46); similarly, the ratification of the CEDAW and the Maputo Protocol commits Tunisia to achieve full and effective equality between men and women. However, despite many achievements, discrimination still characterizes Tunisian law. Many texts enshrine gender-based discrimination.

These include:

The Penal Code (CP) dated 1913 which punishes sex workers (Article 231), and Article 230 which punishes female and male homosexuality, Article 226 which punishes any violation of modesty and public morality.

The Personal Status Code of 1956, which attributes to the husband the status of head of the family and therefore the guardianship of the children, which institutes unequal provisions between men and women in terms of inheritance. The Nationality Code does not grant the same rights to Tunisian men and women in the granting of their nationality to their spouses.

2.2

Discrimination against children:

Tunisia is committed by virtue of its Constitution to enshrine the best interests of the child (Article 47), a principle also enshrined in all national legislation (Child Protection Code) and the conventions and protocols ratified by Tunisia. However, national legislation still contains aspects that discriminate against children.

Thus, Tunisian law (Article 15 CSP) continues to discriminate against children born out of wedlock (even those recognized by their fathers) to prevent them from inheriting from their fathers in the same way as their brothers and sisters born in wedlock.

2.3

Discrimination against LGBTQI+ people:

Tunisia pledged in 2017 to "Ensure the protection of lesbian, gay, bisexual, transgender, altersexual and intersex people, against all forms of stigmatization, discrimination and violence and refrain from conducting random examinations, including anal testing." However, Tunisian law (a penal code that dates back to 1913) punishes female and male homosexuality with 3 years of imprisonment; and judges continue to order forensic medical examinations for people accused of homosexuality;

Transsexual and transgender people are discriminated against, abused, and arrested on the basis of their appearance and the law does not recognize their change of identity.

2.4

Discrimination against non-Tunisians: migrants and asylum seekers

Tunisia pledged in 2017 to "Take measures to strengthen mechanisms to locate, identify and assist vulnerable migrants at the borders, including minors, potential asylum seekers and victims of trafficking."

However: - Tunisia has not acceded to the international conventions on asylum and on the protection of migrant workers and members of their families. It has not adopted a law on the right to asylum either. In addition, the law of March 8, 1968 on the status of foreigners is still very much influenced by security concerns and has become obsolete. The nationality code dated 28 February 1963 and the labor code (dated 1966) are very restrictive. The 1975 law on passports and travel documents, and in particular after its modification on February 3, 2004) instituted a regime relating to irregular migration, repressing any form of assistance to the migrant: three years of imprisonment and a fine of 8 thousand dinars!

2.5

Discrimination against persons with disabilities:

Tunisia committed in 2017 to "Redouble efforts to promote the fundamental rights of persons with disabilities in all areas." Since 2005, Tunisia has had a guiding law on the promotion and protection of the rights of persons with disabilities.

However, this law is not in conformity with the constitution and the Convention on the Rights of Persons with Disabilities. On the other hand, the practice is below all constitutional, conventional and legislative requirements.

2.6

Racial discrimination:

Tunisia pledged in 2017 to "adopt a legal framework criminalizing racial discrimination"; this commitment was kept by adopting Law 50 of October 23, 2018, on the elimination of all forms of racial discrimination. However, the implementation of the law is dragging: the National Commission for the Fight against Racial Discrimination, provided for by the law has not yet seen the light of day and the various public departments (education, health, family, justice, public media...) have not yet developed their programs related to the fight against racial discrimination.

2.7

Discrimination on the basis of cultural elements:

Tunisia pledged in 2017 to "Protect the economic, social and cultural rights of Amazigh minorities" and to establish "an inter-religious council." Similarly, the Tunisian constitution protects freedom of conscience (Article 6);

However:

- No official recognition of the Amazigh language, nor encouragement to its teaching and dissemination have been made,
- No recognition of religions other than the three monotheistic ones. Restrictions in the practice of Shiite or Kharjite Muslims, absence of places of worship

and burial specific to the Baha'i community, refusal of succession between people belonging to different faiths.

2.8

Violations of freedom of association, assembly, and demonstration:

In 2017 Tunisia pledged to "Ensure an enabling environment for human rights defenders to carry out their legitimate activities without undue fear or hindrance" and to "promptly investigate all cases of threats and attacks against human rights defenders, and ensure that those responsible are brought to justice and convicted."

However, since 2020 and with the restrictions related to the COVID 19 pandemic, and after the events of July 25, 2021, police violence has increased against journalists, civil society activists, and social movements, without any serious investigation of those responsible for the violence. Demonstrations are violently repressed and activists, especially queer activists, are violated, arrested and tried.

2.9

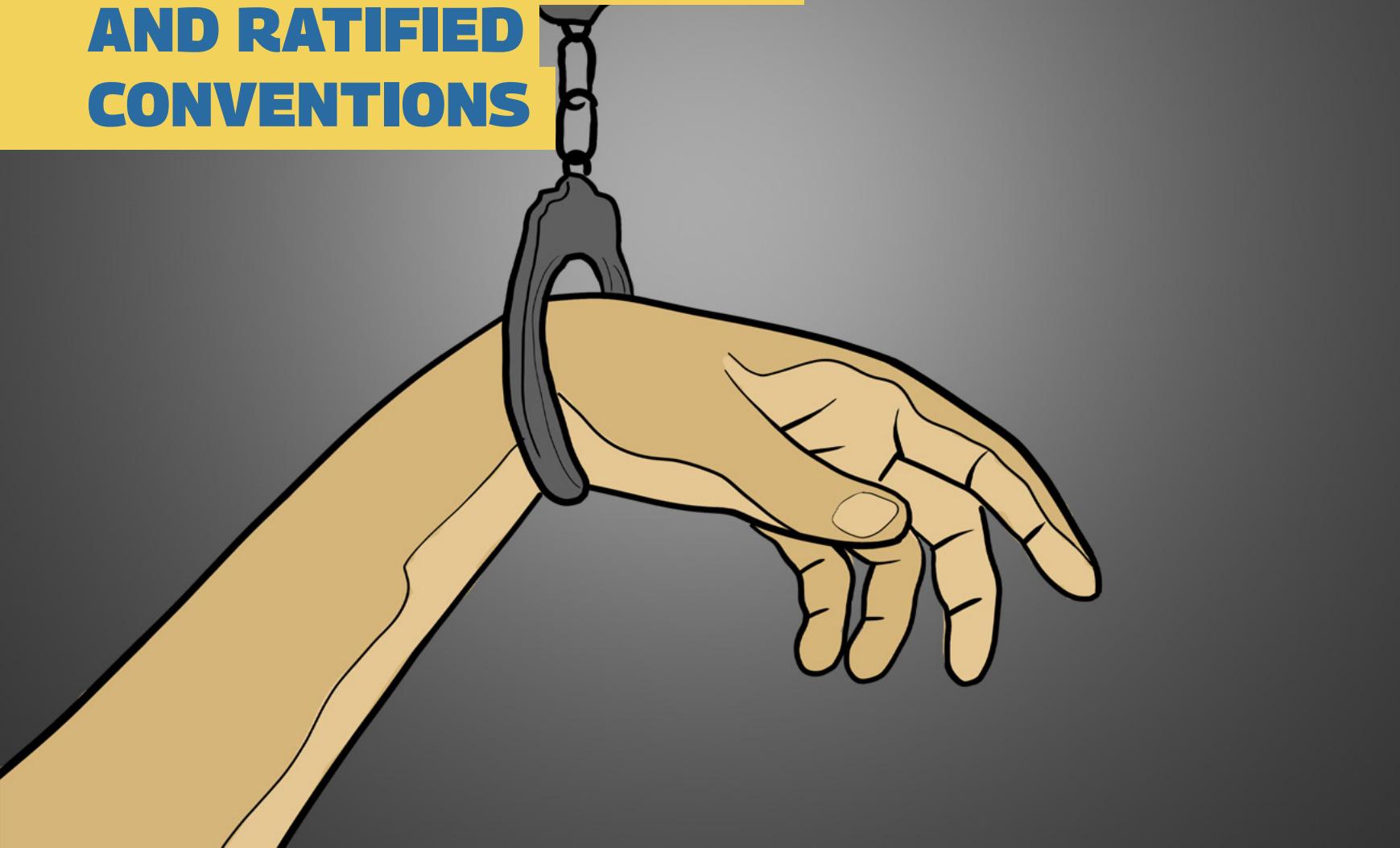
Discrimination on the basis of health status: PLHIV

The Constitution recognizes the human right to health" (Article 38). Similarly, the 1992 law on communicable diseases prohibits discrimination on the basis of communicable diseases. However, the law and practice continue to be discriminatory. Indeed:

- PLHIV do not enjoy their rights and in particular to work, to health and suffer from very alarming social and administrative discrimination and in particular in hospitals.
- Non-Tunisians do not have automatic and free access to treatment and care in public health institutions.

The recommendations

1. IMPLEMENTATION OF THE CONSTITUTION AND RATIFIED CONVENTIONS



1.1

Structures provided for in the 2014 constitution but not yet in place

Recommendation n° 1.

The constitutional court should be established quickly

Recommendation n° 2.

Prompt establishment of the constitutional bodies and adoption of the law on the audiovisual communication body.

1.2

Texts provided for in the 2014 Constitution but not yet adopted

Recommendation n° 3.

The rapid adoption of the law on the audiovisual communication authority

Recommendation n° 4.

The adoption of a law organizing freedom of conscience

Recommendation n° 5.

Adoption of law(s) relating to social justice and balance between regions

Recommendation n° 6.

The adoption of a law clearly establishing the principles and functioning of a republican security

Recommendation n° 7.

The adoption of a comprehensive law on foreigners, including the right of asylum

Recommendation n° 8.

Ratification of the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of their Families

Recommendation n° 9.

The adoption of a law on academic freedom

Recommendation n° 10.

The acceleration of the adoption of the draft environmental code clearly integrating the issue of climate change

Recommendation n° 11.

Accelerating the adoption of the draft law on the status of the artist and crafts filed with the ARP since 2019.

1.3

Texts to be harmonized with the provisions of the 2014 Constitution but nothing has been done

Recommendation n° 12.

Adoption of a new penal code using a participatory approach and in harmony with human rights requirements

Recommendation n° 13.

Accelerate the adoption of the new code of criminal procedure

Recommendation n° 14.

Amending the Personal Status Code starting with the adoption of the draft law on equality in inheritance already submitted by the Tunisian government to the parliament in October 2018

Recommendation n° 15.

Abolish capital punishment as part of a new penal code. If necessary to revise this overly broad list of crimes punishable by this penalty and to continue to apply the moratorium on the non-application of capital punishment

Recommendation n° 16.

Implement constitutional and treaty provisions on torture

Recommendation n° 17.

Comply with the definition of torture as set out in the Convention

Recommendation n° 18.

Immediately stop the practice of anal and non-virginity testing and any degrading or inhumane practices

Recommendation n° 19.

To respond positively to complaints of torture practices and to conduct serious and sincere investigations and expedite trials in this matter

Recommendation n° 20.

To provide the National Authority for the Prevention of Torture with the necessary material means and not to hinder its functioning and its unannounced visits

Recommendation n° 21.

Implementing the principle of protection: "of privacy... and of personal data"

Recommendation n° 22.

Harmonizing Tunisian law with these constitutional and conventional principles

Recommendation n° 23.

The adoption of a new legal framework for the protection of personal data, and this, by accelerating the adoption of the draft code of personal data filed since 2018 with the ARP, but not yet adopted

Recommendation n° 24.

Strengthening the National Authority for the Protection of Personal Data by making it more independent, giving it broader powers to monitor compliance with the protection of personal data and strengthening its human and financial resources

Recommendation n° 25.

Harmonize the legal framework relating to the right of access to communication networks

Recommendation n° 26.

Harmonize the Telecommunications Code with human rights principles and democratic values by removing unjustified criminal provisions, particularly those penalties that deprive people of their freedom of expression

Recommendation n° 27.

No longer prosecute journalists, bloggers, and social network users on the basis of liberticidal articles (notably article 86 of the communications code)

Recommendation n° 28.

Amend the legal framework for exceptional measures and the state of emergency in the context of terrorism

Recommendation n° 29.

Mainly, the immediate cessation of the application of decree n°50 of January 26, 1978, relating to the state of emergency

Recommendation n° 30.

Immediately stop bringing civilians before military courts

Recommendation n° 31.

To stop the house arrest without serious and clearly announced reasons

Recommendation n° 32.

Stop the use of the border measure S17

Recommendation n° 33.

To stop all attacks on the independence of the national authorities and the Superior Council of the Judiciary

Recommendation n° 34.

Maintain the constitutional status quo and proceed to reform or adopt a new constitution only after early legislative and presidential elections have been held

Recommendation n° 35.

Carry out political and institutional reforms only after the elections

Recommendation n° 36.

Require that the process of political and constitutional reform be transparent and participatory, including all political parties and civil society organizations

Recommendation n° 37.

Harmonize the text on terrorism with the provisions of the Constitution and strengthen the guarantees for accused persons and replace the death penalty with a custodial sentence.

Recommendation n° 38.

Reforming the justice system in accordance with the Constitution and international conventions

Recommendation n° 39.

To guarantee the independence of the judiciary, and that the executive stops interfering in the jurisdictional process

Recommendation n° 40.

Strengthen the training of judges in human rights and international conventions

Recommendation n° 41.

Improve the material conditions of the work of judges (the state of the courts, the offices...) provide judges with research assistants

Recommendation n° 42.

Review judicial policy and replace sentences of two (2) years or less in prison with alternative sentences and systematically suspend sentences of one (1) year or less in prison

Recommendation n° 43.

Strengthening the specialized chambers in the trials of Transitional Justice and preserving the stability of the judges who sit on them, and guaranteeing the double degree of jurisdiction

Recommendation n° 44.

Review the jurisdiction of military courts and limit them to military offenses only and that no civilian cases be tried by the military justice system.

Recommendation n° 45.

Reform the water code: Expedite the adoption of the draft of the new water code.

2. RIGHTS OF MINORITIZED AND DISCRIMINATED GROUPS



2.1

Discrimination against women**Recommendation n° 46.**

Continue on the path of equality and implement the recommendations of the Commission on Individual Liberties and Equality (COLIBE), which resulted in two draft laws: the draft "Code of Individual Rights and Liberties" (text submitted to the ARP by a group of deputies on October 18, 2018) and the draft law on equality in inheritance, submitted on presidential initiative in November 2018

Recommendation n° 46.

Lift the general statements on CEDAW.

Recommendation n° 47.

Adopt implementing decrees based on equality.

This is the case, of the application texts of Law 2017-58 of August 11, 2017, and in particular with regard to legal aid, the care for women victims of violence, the programs and projects of the various ministries related to the fight against violence

Recommendation n° 48.

Guarantee sexual and reproductive rights to all women and girls free of charge and with respect for their personal data and dignity.

2.2

2.2. Discrimination against children**Recommendation n° 49.**

Eliminate discrimination against children born out of wedlock and amend the Personal Status Code

Recommendation n° 50.

To lift the general declarations on the Convention on the Rights of the Child.

2.3

Discrimination against LGBTQI+ persons**Recommendation n° 51.**

An immediate end to anal testing, repeal of Article 230 of the Penal Code, recognition of sex change and gender identity and stop bringing people to justice for their physical appearance or clothing.

2.4

Discrimination against non-Tunisians: migrants and asylum seekers**Recommendation n° 52.**

Amend its national laws to eliminate unjustified discrimination against non-Tunisians

Recommendation n° 53.

Recognize the rights to education, health, housing and work without discrimination, - Recognize Tunisian nationality for children born in Tunisia

Recommendation n° 54.

Adopt a law on asylum (in application of article 26 of the constitution)

Recommendation n° 55.

Ratify ILO Convention 189 on the protection of migrant workers and members of their families.

2.5

Discrimination against persons with disabilities**Recommendation n° 56.**

Adapt the 2005 law to the 2008 Convention by rectifying the definition of disability

Recommendation n° 57.

Clearly integrate the human rights approach and consider people with disabilities as rights holders and not as beneficiaries of services and benefits

Recommendation n° 58.

Ensure access to civil and political, economic, social and cultural rights for people with disabilities.

2.6

Racial discrimination**Recommendation n° 59.**

To implement the 2018 law and promptly establish the National Commission and develop programs and campaigns to raise awareness and combat all forms of racial discrimination.

2.7

Discrimination on the basis of cultural elements**Recommendation n° 60.**

To adopt a legal text recognizing freedom of conscience, and the recognition of all faiths that do not incite hatred and violence

Recommendation n° 61.

Recognizing the Amazigh language and encouraging its teaching and dissemination.

2.8

Violations of freedom of association, assembly and demonstration**Recommendation n° 62.**

Clearly recognize the rights of HR defenders, ensure an enabling environment for them to carry out their activities and prosecute those responsible for violations of their rights

Recommendation n° 63.

Stop any illegal infringement of the freedom to form associations or their functioning

Recommendation n° 64.

To repeal the 1969 law on public meetings, processions, marches, demonstrations and assemblies

Recommendation n° 65.

To repeal decree No. 50 of January 26, 1978, relating to the state of emergency.

2.9

Discrimination on the basis of health status: PLWHIV**Recommendation n° 66.**

Eliminate all forms of discrimination in law and in practice against Tunisian and non-Tunisian PLWHIV and revise the 1992 law.



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

INFORME DE LOS ACTORES IMPLICADOS PRESENTADO EN EL EXAMEN PERIODICO UNIVERSAL DE TÚNEZ

4º CICLO 2022

Presentado el 15 de marzo de 2022 por la Coalición Tunecina por los Derechos Fundamentales representada por la Asociación Tunecina para la Defensa de las Libertades Individuales

Presentado el 15 de marzo de 2022 por la Coalición Tunecina por los Derechos Fundamentales representada por la Asociación Tunecina para la Defensa de las Libertades Individuales

Página web: www.adlitn.org

Correo electrónico: info@adlitn.org /

Presentación de los actores implicados

La Coalición por los Derechos Fundamentales es un grupo de asociaciones tunecinas y ONG internacionales con sede en Túnez que trabaja desde 2017 para coordinar sus actividades y posiciones en relación con los derechos fundamentales, consagrados en la Constitución de 2014. Está compuesta por ADLI, ASF, Damj y Art Rue.

Coalition for fundamental rights

Tunisian Association for the Defense of Individual Liberties (www.adlitn.org),
Lawyers without borders (www.asf.org), Association Art Rue (www.arttrue.org)
Damj Association (www.damj.org)

Introducción

Al final del Tercer ciclo del Examen Periódico Universal (EPU), Túnez aceptó una serie de recomendaciones formuladas por el Consejo de Derechos Humanos (189 recomendaciones aceptadas de un conjunto de 248 recomendaciones formuladas). Con vistas al 4º Ciclo del Examen Periódico Universal (2017-2021), ADLI, ASF, Art Rue, Damj, FIDH y el Centro Al Kawakibi han presentado un informe al respecto.

En esta nota, nuestras organizaciones se basan en el análisis de las actividades de varios defensores de derechos humanos para felicitar al Estado tunecino por los múltiples avances logrados en materia de derechos y libertades desde el levantamiento popular de 2011 y desde el EPU de 2017. Sin embargo, la declaración de estado de excepción y el anuncio de medidas excepcionales por parte del Presidente de la República de forma unilateral desde el 25 de julio de 2021 alertan a nuestras organizaciones. En dicha fecha, el Presidente de la República decidió congelar las actividades del Parlamento, levantar la inmunidad de los diputados, designar un nuevo gobierno, concentrar los poderes en manos del Jefe de Estado (a través del Decreto núm. 117, emitido el 22 de septiembre de 2021) y cerrar las oficinas

de la Autoridad Anticorrupción.

El Presidente de la República presentó una hoja de ruta el 13 de diciembre de 2021 que contiene: la organización de una consulta popular entre enero y marzo de 2022, la elaboración de una nueva constitución que será objeto de referéndum el 25 de julio de 2022 y la organización de las elecciones legislativas del 17 de diciembre de 2022. Recordamos que esta hoja de ruta fue elaborada unilateralmente por la Presidencia sin ningún enfoque participativo. Además, Presidencia no ha presentado ninguna garantía de que adoptará un enfoque participativo durante el resto del proceso. La falta de transparencia y la exclusión de toda participación podrían constituir serias amenazas al ejercicio de las libertades colectivas e individuales, particularmente al establecer un nuevo orden político y constitucional.

Nuestras organizaciones desean llamar la atención del Consejo de Derechos Humanos sobre varios puntos preocupantes que deben ser examinados para conducir la transición democrática en Túnez por el camino del estado de derecho y evitar cualquier retroceso en los derechos y libertades.

1. IMPLEMENTACIÓN DE LA CONSTITUCIÓN Y DE LAS CONVENCIOS RATIFICADAS



Túnez se comprometió, después del EPU de 2017, a continuar con la implementación de la Constitución de 2014.

Al examinar el trabajo efectuado por Túnez desde 2017 hasta el 25 de julio de 2021, celebramos los esfuerzos del Estado respecto a la aplicación de la Constitución, pero deploramos los puntos siguientes:

1.1

Estructuras previstas por la Constitución de 2014 que siguen sin ponerse en funcionamiento

Esto incluye las siguientes estructuras:

El Tribunal Constitucional, previsto en los artículos 118 a 124 de la Constitución y regulado por la Ley Orgánica 50/2015, de 3 de diciembre. Esta estructura, fundamental para toda democracia, no se ha constituido. Además, con la publicación del decreto 2021-117 del 22 de septiembre de 2021, se disolvió el Órgano Provisional de Revisión Constitucional de Proyectos de Ley. Así pues, actualmente los decretos-leyes no están sujetos a ningún control. Este es un caso flagrante de regresión de los principios del Estado de derecho.

- Los Órganos Constitucionales Independientes

La Constitución de 2014 prevé la creación de 5 Órganos Constitucionales Independientes. No obstante, tan solo responde, actualmente, a su función la Junta Electoral Suprema e Independiente para las elecciones, que está en vigor y en activo desde 2014. Sin embargo, el Consejo de los Derechos Humanos (previsto por el artículo 128 de la Constitución y regulado por la Ley Orgánica 51/2018 de 29 de octubre); el Consejo para la Gobernanza y la Lucha contra la Corrupción (previsto por el artículo 130 de la Constitución y regulado por la Ley Orgánica 59/2017 de 24 de agosto) y el Órgano de Desarrollo Sostenible y de los Derechos de las Generaciones Venideras (previsto por el artículo 129 de la Constitución y regulado por la Ley Orgánica 60/2019 de 9 de julio) todavía no se han constituido. En cuanto al Consejo de Comunicación Audiovisual (previsto por el artículo 127 de la Constitución), todavía no se ha ni siquiera sido regulado legalmente a pesar de que un proyecto de ley se presentó en el Parlamento.

1.2

Textos previstos por la Constitución de 2014 pero aún no adoptados:

- **Incluyen, principalmente, las siguientes leyes:** La Ley relativa al Consejo de Comunicación Audiovisual, prevista en el artículo 127 de la Constitución. No se ha aprobado ninguna ley que regule este órgano a pesar de que se presentó un proyecto de ley en el Parlamento.
- **Ley relativa a la libertad de creencia y de conciencia:** El artículo 6 de la Constitución protege la religión y garantiza la libertad de creencia y de conciencia, así como la práctica de la fe religiosa. Tal disposición necesita la promulgación de una ley que proteja tales libertades y dirima cualquier potencial conflicto entre la libertad de conciencia y la protección de la religión.
- **Ley(es) relativa(s) a la justicia social y la equidad entre las regiones:** el artículo 12 de la Constitución vela por lograr la justicia social y el equilibrio entre las regiones, conforme a los índices de crecimiento y en virtud del principio de discriminación positiva. Sin embargo, no se ha adoptado ningún texto a tal efecto y las leyes anuales de finanzas no consideran este principio.
- **Ley que convierte a las Fuerzas de Seguridad Nacional en unas fuerzas al servicio de la república y de la ciudadanía:** el artículo 19 de la Constitución requiere un cuerpo de Seguridad Nacional que se encargue del mantenimiento de la seguridad y el orden público en el marco de la protección a las personas y el respeto de las libertades. Sin embargo, no se han implementado medidas para reformar el sector de la seguridad.
- **Ley relativa al derecho de asilo:** el artículo 26 de la Constitución garantiza el derecho de asilo político en los términos estipulados por la ley. Túnez ha recibido y aceptado un gran número de recomendaciones en este sentido. A pesar de la existencia de un proyecto de gobierno listo para ser presentado en parlamento, ningún texto legal ha visto la luz. Hay que tener en cuenta que

se han registrado violaciones de este derecho tanto antes como después del 25 de julio de 2021.

- **Ley relativa a la libertad de cátedra:** El artículo 33 de la Constitución garantiza la libertad de cátedra, pero no se ha redactado ningún texto legal que detalle esta disposición.
- **Ley integral relativa a la protección del medio ambiente y el cambio climático.** El artículo 45 de la Constitución convierte al Estado en garante del derecho a un medio ambiente limpio y equilibrado y exige al Estado la contribución a la preservación del clima y a la eliminación de la contaminación medioambiental. A pesar de esta disposición constitucional y de las múltiples convenciones internacionales ratificadas por Túnez (incluido el Convenio sobre la Diversidad Biológica de 1992 y el Protocolo de París de 2015), Túnez no ha adoptado una ley integral relacionada con el medio ambiente. Un equipo de expertos preparó un proyecto de código ambiental según las peticiones Ministerio de Medio Ambiente en 2013, pero éste nunca ha sido aprobado en Consejo de Ministros ni transmitido al Parlamento

1.3

Textos que deben armonizarse con las disposiciones de la Constitución, pero no se ha hecho nada.

La Constitución de 2014 introdujo principios fundamentales en el orden jurídico e institucional tunecino. Per eso se esperaba que el Estado tunecino procediera a armonizar su legislación con las disposiciones de la nueva Constitución. Nuestras organizaciones, si bien saludan cierto esfuerzo emprendido para la aprobación y armonización de las leyes con la Constitución; llaman la atención sobre las siguientes carencias y deficiencias:

- **Un código penal en contradicción con la Constitución :** El código penal tunecino data de 1913 y es uno de los textos más draconianos. Tras la aprobación de la Constitución de 2014, este código debe cumplir con la nueva Constitución y en particular con los principios de: protección de las libertades individuales y de garantía de una vida digna (artículo 21 de la Constitución); protección

del derecho a la vida (artículo 22 de la Constitución); protección de la dignidad (artículo 23 de la Constitución); protección de la intimidad personal, la inviolabilidad del domicilio y la confidencialidad de la correspondencia, las comunicaciones y los datos personales (artículo 24 de la Constitución).

De acuerdo con estos principios, debería aprobarse un nuevo código penal que derogue delitos como la homosexualidad, el adulterio, el trabajo sexual, los delitos morales (atentados contra el pudor o las buenas costumbres). Además, es necesaria la revisión de las penas para sustituir las penas de corta duración (iguales o menores a 2 años) con penas alternativas. En 2014 se nombró una comisión encargada de reformar el código penal, pero ningún proyecto no ha sido propuesto hasta la fecha.

- **Un Código Nacional de Procedimientos Penales en contradicción con la Constitución:** El Código Nacional de Procedimientos Penales de Túnez data de 1968 y está en contradicción con las disposiciones de la Constitución relativas a las garantías judiciales y los derechos de los detenidos (artículos 27 a 30 de la Constitución). De ahí, la necesidad de revisar este código.
- **Un Código del Estatuto Personal que debe ser revisado:** El Código del Estatuto Personal data de 1956 y debe revisarse después de la promulgación de la Constitución de 2014 y de la ratificación del Protocolo de Maputo - Protocolo a la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos sobre los Derechos de las Mujeres Africanas (según la Ley 33/2018 de 6 de junio). Además, Túnez recibió y aceptó un gran número de recomendaciones en 2017 relacionadas con los derechos de las mujeres y éstas no se han implementado. Las recomendaciones están relacionadas, principalmente, con la igualdad entre

hombres y mujeres en materia de sucesiones, otorgamiento de nacionalidad, igualdad fiscal así como la igualdad en la tutela de los hijos o la cuestión de la dote.

- **Aplicar el principio de "el derecho a la vida es sagrado":** el artículo 22 de la Constitución considera que el "derecho a la vida es derecho sagrado y no puede ser vulnerado, salvo en casos extremos previstos por la ley". Sin embargo, la ley tunecina y, en particular, el Código Penal, el Código de Justicia Militar y la ley relativa a la lucha contra el terrorismo y el blanqueo de capitales mantienen la pena de muerte para, al menos, 143 delitos, que no pueden considerarse, de ninguna manera, casos extremos. Además, Túnez recibió y aceptó en 2017 recomendaciones relativas a la pena de muerte, pero esta cuestión no se ha debatido desde entonces. De igual forma, son muy preocupantes las declaraciones del Presidente de la República del 29 de octubre de 2020 a favor de la aplicación de la pena de muerte.
- **Aplicar las disposiciones constitucionales y convencionales relativas a la tortura:** el artículo 23 de la Constitución protege la dignidad del ser humano y su integridad física y prohíbe la tortura moral y física. Además, considera imprescriptible el delito de tortura. Sin embargo, la ley tunecina y, en particular, el Código Penal, la ley relativa a la Autoridad Nacional para la Prevención de la Tortura (Ley No. 43/2013 de 23 de octubre) y las prácticas judiciales no cumplen con la definición de tortura prevista en la Convención contra la Tortura y Otros Tratos o Penas Crueles, Inhumanos o Degradantes (UNCAT), ratificada por Túnez en 1988. Además, se continúa practicando la tortura en los lugares de detención. Incluso los jueces ordenan continuamente el examen anal para probar la homosexualidad

de las personas detenidas en base al artículo 230 del Código Penal, que castiga la homosexualidad masculina y femenina con 3 años de prisión.

- **Aplicar el principio de protección sobre la protección de la vida privada y de los datos personales:** El artículo 24 de la Constitución obliga al Estado a proteger "la vida privada, la inviolabilidad del domicilio, la confidencialidad de la correspondencia y las comunicaciones y los datos personales". Esta disposición constitucional también se ve reforzada por los compromisos internacionales ratificados por Túnez y, en particular, por el Pacto de los Derechos Civiles y Políticos y la reciente ratificación de Túnez (30 de mayo de 2017) del Convenio núm. 108 del Consejo de Europa para la protección de las personas con respecto al tratamiento automatizado de datos de carácter personal y su Protocolo adicional n.º 181 relativo a las autoridades de control y a los flujos transfronterizos de datos. Sin embargo, las leyes tunecinas (Código Penal, Código de Comunicaciones, ley relativa a la protección de datos personales) y las prácticas administrativas, policiales y judiciales no cumplen con estos compromisos.
- **Armonizar el marco legal relativo al derecho de acceso a las redes de comunicación:** la Constitución garantiza "el derecho de acceso a las redes de comunicación". Sin embargo, el Código de Telecomunicaciones de 2001 es draconiano y está basado en los principios de control y restricción. Este código permite que las autoridades lleven ante la justicia a personas cuyos comentarios se consideren críticos con los poderes establecidos o con figuras públicas. Por lo tanto.

- **Modificar el marco legal relativo a las medidas excepcionales y al estado de excepción en contexto de terrorismo:** La Constitución tunecina y, en particular, los artículos 77 y 80 permiten al Presidente de la República «adoptar las medidas exigidas por el estado de excepción [...] y anunciarlas mediante comunicado al pueblo». Sin embargo, el marco legal actual aplicado al estado de emergencia no está acorde a la Constitución de 2014 y los compromisos internacionales. De hecho, la proclamación del estado de emergencia se hizo sobre la base del decreto n°50 del 26 de enero de 1978, que está en flagrante contradicción con la Constitución y, en particular, con el artículo 49, que establece que únicamente la aprobación de una ley puede modificar los derechos y libertades garantizados por la Constitución del 2014.
- **Asimismo, a partir del 25 de julio de 2021:** El Presidente de la República activó el artículo 80 de la Constitución, realizando una interpretación muy extensa de dicho texto. Sobre la base de su lectura de este artículo, el Presidente suspendió todas las actividades del Parlamento, procedió al levantamiento de la inmunidad de todos los diputados, destituyó al Jefe de Gobierno y se otorgó el poder judicial a pesar de que ya poseía el poder militares.
- Con base en esta misma disposición, el Jefe de Estado emitió un decreto el 22 de septiembre de 2021 relativo a las medidas excepcionales. En virtud de este texto, el Presidente de la República acaparó los poderes legislativo y ejecutivo. Además, derogó la mayor parte de la Constitución (manteniendo únicamente 49 artículos de un total de 149); suprimió la posibilidad de que sus actos puedan recurrirse a apelación, disolvió el Órgano Provisional de Revisión Constitucional de Proyectos de Ley - IPCCPL, y planeó crear una comisión que lo apoye en la "elaboración de proyectos de revisiones relativas a reformas políticas".
- Finalmente, el 13 de diciembre de 2021, y

aún con base del artículo 80 de la Constitución, el Presidente anunció su hoja de ruta: organización de una consulta popular de enero a marzo de 2022, redacción de una nueva Constitución que será objeto de un referéndum en julio 25 de diciembre de 2022 y convocatoria de elecciones legislativas el 17 de diciembre de 2022.

Este período también está marcado por medidas draconianas:

- Arrestos domiciliarios sin motivos graves ni anunciados (16 personas entre el 25 de julio de 2021 y el 13 de enero de 2022);
- Juicios de civiles ante tribunales militares (a modo de comparación: de 2011 a 2021, solo 10 civiles fueron llevados ante estos tribunales; mientras que, del 25 de julio al 31 de diciembre de 2021, 12 civiles fueron llevados ante tribunales militares).
- Restricciones a la libertad de prensa y expresión: cierre de la oficina de Al-Jazeera en Túnez, destitución del director general de televisión nacional, ataques a periodistas, etc.
- Restricción de la libertad de circulación, arrestos domiciliarios, prohibición de viajar en virtud de la Medida Fronteriza S17, etc.;
- Uso abusivo de la ley relativa a la lucha contra el terrorismo y el blanqueo de capitales de 2015, que instituyó un régimen específico de investigación e instrucción y que mantuvo la pena de muerte para determinados delitos de terrorismo;
- **Reformar la justicia en armonía con la Constitución y las convenciones internacionales:** en 2017, Túnez recibió y aceptó un conjunto de recomendaciones relacionadas con la reforma de la justicia. A

partir de entonces, se puso en funcionamiento un Consejo de la Judicatura. Sin embargo, un gran número de disfuncionalidades persiste en el funcionamiento de la justicia:

- A nivel de funcionamiento, hemos notado:
 - Lentitud en la resolución de juicios y sentencias;
 - Preocupante intervencionismo y presión sistemática del ejecutivo sobre el funcionamiento de la justicia;
 - Ataques contra el Consejo Superior de la Judicatura.
- En cuanto a la formación de los magistrados:
 - Falta de formación sólida en derechos humanos y convenciones internacionales.
- En el ámbito de la justicia especializada:
 - Dificultades que enfrentan las salas especializadas en casos de justicia transicional;
 - preocupante aumento en los juicios de civiles ante tribunales militares.
- A nivel de sentencias:
 - Sentencias restrictivas de libertades (basadas en lecturas muy conservadoras de los textos legales y en contradicción con la Constitución y los convenios internacionales: Código Penal, Código de Procedimiento Penal, Código del Estatuto Personal, Ley número 92-52 de 27 de 18 de mayo de 1992 sobre estupefacientes, etc.). Esta política ha llevado al hacinamiento en las prisiones y lugares de detención (150%). Un tercio de la ocupación está compuesto por personas detenidas y/o procesadas por consumo de drogas.

- **Reformar el Código de Aguas:** la Constitución de 2014 dedicó un artículo específico al derecho al agua (artículo 44). El código de aguas de 1975 ya no está en armonía con estas disposiciones constitucionales. De ahí la necesidad de una revisión de este código.

2. DERECHOS DE LOS GRUPOS MINORITARIOS-MINORIZADOS Y DISCRIMINADOS



Túnez se comprometió tras su EPU de 2017 a fortalecer y proteger los derechos de los grupos más desfavorecidos y discriminados.

Al revisar el trabajo realizado desde 2017 hasta el 25 de julio de 2021, saludamos los esfuerzos realizados para proteger y mejorar ciertos derechos, pero lamentamos que muchos grupos continúen siendo menospreciados y discriminados por la ley.

2.1

La discriminación de las niñas y de las mujeres

El artículo 46 de la Constitución protege los derechos adquiridos de las mujeres y se compromete a trabajar para promoverlos y desarrollarlos. Además, la Constitución garantiza la igualdad de oportunidades entre los hombres y las mujeres en todos los ámbitos. En el mismo artículo, se garantiza la lucha contra la violencia machista. Asimismo, al ratificar la CEDAW y el Protocolo de Maputo, Túnez se comprometió a lograr la igualdad plena y efectiva entre hombres y mujeres. Sin embargo, y a pesar de muchos logros, la discriminación sigue caracterizando la legislación tunecina. Son muchos los textos que consagran la discriminación por razón de género.

Entre ellos se encuentran el Código Penal (CP) de 1913, que sanciona a las trabajadoras sexuales (artículo 231), la homosexualidad femenina y masculina (artículo 230) y cualquier violación al pudor y a la moral pública (artículo 226). Además, el Código del Estatuto Personal de 1956 atribuye al marido la calidad de cabeza de familia y, por tanto, la tutela de los hijos. El Código del Estatuto Personal establece, además, disposiciones desiguales entre hombres y mujeres en la herencia. El Código de la Nacionalidad no atribuye los mismos derechos a los tunecinos y a las tunecinas a la hora de otorgar la nacionalidad a sus cónyuges.

2.2

La discriminación de la infancia

La Constitución consagra el interés superior de los niños y de las niñas (artículo 47). Además, este principio está

garantizado por la gran mayoría la legislación nacional (Código de Protección Infantil), las convenciones y los protocolos internacionales ratificados por Túnez. Sin embargo, la legislación nacional todavía contiene aspectos que discriminan a los niños y a las niñas: el artículo 15 del Código del Estatuto Personal continúa discriminando a los hijos nacidos fuera del matrimonio (incluso los reconocidos por sus padres) para evitar que hereden de su padre de la misma manera que sus hermanos y hermanas nacidos bajo el matrimonio.

2.3

La discriminación de las personas LGTBQIA++

Túnez se comprometió en 2017 a «Garantizar la protección de las personas lesbianas, gais, bisexuales, transgénero, queer e intersexuales contra todas las formas de estigma, discriminación y violencia y a abstenerse de realizar exámenes aleatorios, en particular la prueba anal». Sin embargo, el Código Penal, que data de 1913, castiga la homosexualidad femenina y masculina con 3 años de prisión. Además, los jueces continúan ordenando a los médicos forenses que realicen pruebas anales a las personas acusadas de homosexualidad. Las personas transexuales y transgénero son discriminadas, abusadas y detenidas por su apariencia y la ley no reconoce su cambio de identidad.

2.4

La discriminación de las personas no-tunecinas : migrantes y demandantes de asilo

Túnez se comprometió en 2017 a "tomar medidas para reforzar los mecanismos para identificar y ayudar a los migrantes vulnerables en las fronteras, incluidos los menores, los posibles solicitantes de asilo y las víctimas de trata". Sin embargo, Túnez no se ha adherido a las convenciones internacionales relativas al derecho de asilo y a la protección de los trabajadores migrantes y sus familiares. Túnez tampoco ha adoptado una ley relativa al derecho de asilo.

Además, la ley de 8 de marzo de 1968 sobre la condición de extranjería sigue respondiendo a una visión securitaria y ha quedado obsoleta. El Código de Nacionalidad del 28 de febrero de 1963 y el Código Laboral de 1966 son muy restrictivos.

Finalmente, la ley relativa a pasaportes y documentos de viaje de 1975 y, en particular tras su modificación el 3 de febrero de 2004, instituyó un régimen relativo a la migración irregular, condenando cualquier forma de asistencia al migrante con tres años de cárcel y multas de hasta ocho mil dinares.

2.5

La discriminación de las personas con discapacidad

Túnez se comprometió en 2017 a "redoblar los esfuerzos para promover los derechos fundamentales de las personas con discapacidad en todos los ámbitos". Túnez cuenta desde 2005 con una ley de orientación relativa a la promoción y protección de los derechos de las personas con diversidad funcional. Sin embargo, esta ley no está a la altura de la Constitución ni de la Convención Internacional de Derechos de las Personas con Discapacidad. Además, la aplicación de la ley está por debajo de todos los requisitos constitucionales, convencionales y legislativos.

2.6

La discriminación racial

Túnez se comprometió en 2017 a "adoptar un marco legal que penalice la discriminación racial". Este compromiso se tradujo en la aprobación de la ley 50/2018 del 23 de octubre relativa a la eliminación de todas las formas de discriminación racial. Sin embargo, la implementación de la ley se está demorando: aún no se ha creado la Comisión Nacional contra la Discriminación Racial, prevista por la ley, y los distintos departamentos públicos (educación, salud, familia, justicia, medios de comunicación públicos, etc.) han aún no han desarrollado los programas relacionados con la lucha contra la discriminación racial.

2.7

La discriminación basada en elementos culturales

Túnez se comprometió en 2017 a «Proteger los derechos económicos, sociales y culturales de la minoría amazig» y a establecer «un consejo interreligioso». Sin embargo :

- La lengua amazig no está reconocida como lengua oficial y no se realizan esfuerzos para su enseñanza y difusión.

La Constitución tunecina protege la libertad de creencia y conciencia (artículo 6). Sin embargo:

- Tan solo se reconocen las tres religiones monoteístas;
- se aplican restricciones en la práctica del culto por parte de los musulmanes chiitas y jariyitas;
- hay una ausencia de lugares de culto y entierro específicos para la comunidad bahá'í;
- no se permite a la sucesión entre personas pertenecientes a diferentes religiones.

2.8

Las violaciones de la libertad de asociación, de reunión y de manifestación

En 2017, Túnez se comprometió a «Garantizar un entorno propicio que permita a las defensoras y los defensores de los derechos humanos llevar a cabo sus actividades legítimas sin miedo ni obstáculos indebidos» y a «investigar sin demora todos los casos de amenazas y ataques contra las defensoras y los defensores de los derechos humanos, y garantizar que los responsables sean llevados ante justicia y condenados». Sin embargo, desde el 2020 y con las restricciones vinculadas a la pandemia del COVID 19, y después de los hechos del 25 de julio de 2021, la violencia policial se ha incrementado contra periodistas, activistas de la sociedad civil y movimientos sociales, sin que se investigue seriamente a los responsables de dichas violencias. Las manifestaciones son reprimidas con violencia y los activistas, especialmente los activistas queers, son golpeados, detenidos y juzgados.

2.9

La discriminación sanitaria : las personas que viven con el VIH.

La Constitución, en el artículo 38, reconoce el derecho humano a la salud. Del mismo modo, la Ley de Enfermedades Transmisibles de 1992 prohíbe la discriminación por enfermedades transmisibles. Sin embargo, la ley y la práctica

siguen siendo discriminatorias.

- Las PVVIH no pueden acceder a sus derechos, en particular al trabajo y a la salud, y sufren una discriminación social y administrativa alarmante, particularmente en los hospitales.

- Las PVVIH no tunecinas no tienen acceso automático y gratuito al tratamiento y atención en los establecimientos públicos de salud.

Recomendaciones



1. IMPLEMENTACIÓN DE LA CONSTITUCIÓN Y CONVENIOS RATIFICADOS



1.1

Estructuras previstas en la constitución de 2014 pero aún no implementadas

Recomendación N° 1.

Rápida constitución y puesta en funcionamiento del Tribunal Constitucional,

Recomendación N° 2.

Rápida constitución de los Órganos Constitucionales y la aprobación de la ley relativa al Consejo de Comunicación Audiovisual.

1.2

Textos previstos por la Constitución de 2014 pero aún no adoptados:

Recomendación N° 3.

Aprobación de una ley relativa al Consejo de Comunicación Audiovisual.

Recomendación N° 4.

Aprobación de una ley que regule la libertad de conciencia.

Recomendación N° 5.

Promulgación de leyes relativas a la equidad regional y la justicia social.

Recomendación N° 6.

Adopción de una ley que regule y establezca claramente los principios y el funcionamiento de la seguridad ciudadana y republicana.

Recomendación N° 7.

Adopción de una ley integral relativa a las personas extranjeras y que abarque, entre otras cosas, el derecho de asilo;

Recomendación N° 8.

Ratificación de la Convención internacional sobre la

protección de los derechos de todos los trabajadores migrantes y de sus familiares.

Recomendación N° 9.

adopción de una ley relativa a la libertad académica

Recomendación N° 10.

acelerar la adopción del proyecto de código ambiental.

Recomendación N° 11.

Acelerar la adopción del proyecto de ley sobre el estatuto del artista y las bellas artes, que se presentó en el Parlamento en 2019.

1.3

Textos a armonizar con lo dispuesto en la Constitución de 2014 pero no se ha hecho nada

Recomendación N° 12.

Adopción de un nuevo código penal elaborado con un enfoque participativo, que respete los derechos humanos.

Recomendación N° 13.

Acelerar la adopción del nuevo código de procedimiento penal

Recomendación N° 14.

Modificar el Código del Estatuto Personal, empezando por aprobar el proyecto de ley relativo a la igualdad en materia de sucesiones, ya presentado por el Gobierno tunecino al Parlamento en octubre de 2018.

Recomendación N° 15.

Derogar de la pena de muerte en el marco de un nuevo código penal. En caso de imposibilidad, se debe revisar la amplia lista de delitos punibles con pena capital y continuar aplicando la moratoria sobre la no aplicación de la pena capital.

Recomendación N° 16.

Aplicar las disposiciones constitucionales y convencionales relativas a la tortura

Recomendación N° 17.

Adoptar la definición de tortura prevista por la UNCAT

Recomendación N° 18.

Cesar inmediatamente las prácticas de los test de virginidad y los exámenes anales, así como cualquier práctica degradante o inhumana.

Recomendación N° 19.

Responder de forma positiva a las denuncias relativas a prácticas de tortura, realizar investigaciones serias y sinceras y acelerar los juicios en esta materia.

Recomendación N° 20.

Dotar a la Autoridad Nacional para la Prevención de la Tortura de los recursos materiales necesarios, no obstaculizar su funcionamiento y sus visitas sin notificación previa.

Recomendación N° 21.

Aplicar el principio de protección sobre la protección de la vida privada y de los datos personales.

Recomendación N° 22.

Armonizar la ley tunecina con los principios constitucionales y convencionales.

Recomendación N° 23.

Adoptar un nuevo marco legal relacionado con la protección de datos personales basándose en el proyecto de código de datos personales presentado al Parlamento en 2018 (pero que todavía no se ha adoptado).

Recomendación N° 24.

Consolidar la Autoridad Nacional de Protección de Datos Personales garantizando su independencia (así como la de los Órganos Constitucionales); otorgándole facultades más amplias en términos de vigilancia del cumplimiento

de la protección de datos personales e incrementando sus recursos humanos y financieros.

Recomendación N° 25.

Armonizar el marco legal relativo al derecho de acceso a las redes de comunicación.

Recomendación N° 26.

Armonizar el Código de Telecomunicaciones con los principios de los derechos humanos y los valores de la democracia eliminando las disposiciones penales injustificadas y, en particular, las penas privativas de libertad relacionadas con la libertad de expresión.

Recomendación N° 27.

No juzgar a periodistas, blogueros y blogueras, y usuarios y usuarias de redes sociales sobre la base de artículos draconianos (particularmente el artículo 86 del Código de Comunicaciones).

Recomendación N° 28.

Modificar el marco legal relativo a las medidas excepcionales y al estado de excepción en contexto de terrorismo.

Recomendación N° 29.

Cesar inmediatamente la aplicación del Decreto N. 50 de 26 de enero de 1978, relativo al estado de excepción.

Recomendación N° 30.

Dejar de juzgar a civiles ante los tribunales militares.

Recomendación N° 31.

Suspender el arresto domiciliario sin que haya razones graves y claramente anunciadas.

Recomendación N° 32.

Dejar de usar la Medida Fronteriza S17.

Recomendación N° 33.

Cesar cualquier ataque a la independencia de las autoridades nacionales y del Consejo Superior de la Judicatura.

Recomendación N° 34.

Mantener el statu quo constitucional y no reformar o adoptar una nueva constitución sin antes haber organizado elecciones legislativas y presidenciales anticipadas.

Recomendación N° 35.

Llevar a cabo reformas políticas e institucionales únicamente después de las elecciones.

Recomendación N° 36.

Exigir que el proceso de reformas políticas y constitucionales sea transparente y participativo incluyendo a las diferentes tendencias políticas y organizaciones de la sociedad civil.

Recomendación N° 37.

Armonizar el texto relativo al terrorismo con las disposiciones de la Constitución y reforzar las garantías de los imputados; sustituir la pena de muerte por la pena de libertad preventiva.

Recomendación N° 38.

Reformar la justicia en armonía con la Constitución y las convenciones internacionales.

Recomendación N° 39.

Garantizar la independencia del poder judicial y asegurar que el poder ejecutivo deje de interferir en el poder jurisdiccional.

Recomendación N° 40.

Reforzar la formación de los magistrados en materia de Derechos Humanos y convenciones internacionales.

Recomendación N° 41.

Mejorar las condiciones materiales de trabajo de los jueces (el estado de los tribunales, oficinas, etc.) así como

proporcionar a los magistrados asistentes de investigación.

Recomendación N° 42.

Revisar la política judicial y sustituir las penas menores o iguales a dos años de prisión por penas alternativas y condenas condicionales para penas menores o iguales a un año de prisión.

Recomendación N° 43.

Fortalecer las salas especializadas en juicios de justicia transicional y preservar la estabilidad de los jueces que las integran; garantizar el doble grado de jurisdicción.

Recomendación N° 44.

Revisar la jurisdicción de los tribunales militares y limitarlos únicamente a los delitos militares y que, en ningún caso, personas civiles sean juzgadas por el sistema de justicia militar.

Recomendación N° 45.

Reformar el Código de Aguas: acelerar la adopción del proyecto del nuevo Código de Aguas.

2. DERECHOS DE LOS GRUPOS MINORIZADOS Y DISCRIMINADOS



2.1

Discriminación contra la mujer

Recomendación N° 46.

Continuar en el camino de la igualdad e implementar las recomendaciones de la Comisión para las Libertades Individuales y la Igualdad (COLIBE), que dio lugar a dos proyectos de ley: el proyecto de «Código de Derechos y Libertades Individuales» (texto presentado al Parlamento por un grupo de diputados y diputadas el 18 de octubre de 2018) y el proyecto de ley relativo a la igualdad en materia sucesoria, presentado por iniciativa presidencial en noviembre de 2018.⁴⁶ Lever les déclarations générales sur la CEDAW.

Recomendación N° 47.

Adoptar los decretos de implementación basados en la igualdad.

Respecto a la ley 58/2017 de 11 de agosto de 2017 y, en particular, en lo que se refiere a la asistencia jurídica gratuita, la atención a las mujeres víctimas de violencia, los programas y proyectos de los distintos ministerios relacionados con la lucha contra la violencia machista.

Recomendación N° 48.

Garantizar los derechos sexuales y reproductivos a todas las mujeres y niñas de forma gratuita y con respeto a sus datos personales y dignidad.

2.2

Discriminación contra los niños

Recomendación N° 49.

Modificar el Código del Estatuto Personal y eliminar la discriminación contra los niños y las niñas nacidos fuera del matrimonio;

Recomendación N° 50.

Eliminar las reservas sobre la Convención sobre los Derechos del Niño.

2.3

Discriminación contra las personas LGBTQI+

Recomendación N° 51.

Cesar las prácticas de test anal; abrogar del artículo 230 del Código Penal; reconocer el cambio de sexo y la identidad de género. Así como cesar los juicios de personas por sus apariencias físicas o vestimentarias.

2.4

Discriminación contra los no tunecinos: inmigrantes y solicitantes de asilo

Recomendación N° 52.

Modificar las leyes nacionales para eliminar la discriminación injustificada contra las personas no tunecinas.

Recomendación N° 53.

Reconocer los derechos a la educación, la salud, la vivienda y el trabajo sin discriminación - Reconocer la nacionalidad tunecina a los niños y las niñas nacidos en Túnez.

Recomendación N° 54.

Adoptar una ley relativa al asilo (en aplicación del artículo 26 de la Constitución);

Recomendación N° 55.

Ratifique la Convención de la ONU sobre la protección de los trabajadores migratorios y sus familiares.

2.5

Discriminación contra las personas con discapacidad

Recomendación N° 56.

Adaptar la ley de 2005 a la Convención Internacional de Derechos de las Personas con Discapacidad corrigiendo la definición de "discapacidad".

Recomendación N° 57.

Integrar el enfoque de derechos humanos y considere a las personas con discapacidad como titulares de derechos y no como beneficiarias de servicios y prestaciones.

Recomendación N° 58.

Garantizar el acceso de las personas con discapacidad a los derechos civiles y políticos, económicos, sociales y culturales.

2.6

La discriminación racial**Recomendación N° 59.**

Implementar la ley de 2018; establecer rápidamente la Comisión Nacional y desarrollar programas y campañas para crear conciencia y luchar contra todas las formas de discriminación racial.

2.7

Discriminación basada en elementos culturales**Recomendación N° 60.**

Adoptar un texto legal que reconozca la libertad de conciencia y reconocer todas las religiones que no inciten al odio y la violencia.

Recomendación N° 61.

Reconocer la lengua amazig y fomentar su enseñanza y difusión.

2.8

Violaciones de la libertad de asociación, reunión y manifestación**Recomendación N° 62.**

Reconocer claramente los derechos de las personas defensoras de DDHH, para brindarles un entorno favorable que les permita llevar a cabo sus actividades y juzgar a los responsables de las violaciones de sus derechos.

Recomendación N° 63.

Cesar cualquier ataque ilegal a la libertad de asociación o a su funcionamiento.

Recomendación N° 64.

Derogar la ley de 1969 relativa a las reuniones públicas, procesiones, desfiles, manifestaciones y concentraciones.

Recomendación N° 65.

Derogar el Decreto No. 50 de 26 de enero de 1978, relativo al estado de excepción.

2.9

Discriminación basada en el estado de salud: PVVIH**Recomendación N° 66.**

Eliminar todas las formas de discriminación en la ley y en la práctica contra las PVVIH tunecinas y no tunecinas; y revisar la ley de 1992.



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

تقرير الأطراف الفاعلة المقدم إلى الاستعراض الدوري الشامل، تونس. الدورة الرابعة 2022

قدمه في 15 مارس 2022 للائتلاف التونسي للحقوق الأساسية ممثلا في الجمعية التونسية
للدفاع عن الحريات الفردية

النّوّصيّات



تطبيق الدستور
والاتفاقيات
المصادق عليها

توصية عدد 11

الإسراع في اصدار مشروع القانون الخاص بوضع الفنان والمهن الفنية والمموع لدی مجلس نواب الشعب منذ سنة 2019.

1.3

النصوص التي يتعين موائمتها مع أحكام دستور 2014**توصية عدد 12**

اصدار المجلة الجزائية الجديدة باعتماد مقاربة تشاركية ومتطابقة مع مقتضيات حقوق الإنسان

توصية عدد 13

الإسراع في اصدار مجلة الإجراءات الجزائية الجديدة

توصية عدد 14

تعديل مجلة الأدوات الشخصية بداعا من اصدار مشروع القانون المتعلق بالمساواة في الميراث الذي سبق أن قدمته الحكومة التونسية إلى البرلمان في أكتوبر 2018

توصية عدد 15

إلغاء عقوبة الإعدام بموجب المجلة الجزائية الجديدة. بالإضافة إلى إعادة النظر في هذه القائمة الطويلة من الجرائم التي يعاقب عليها بهذه العقوبة ومواصلة تطبيق الوقف اختياري لعدم تطبيق عقوبة الإعدام.

توصية عدد 16

تنفيذ الأحكام الدستورية والمعاهدية المتعلقة بالتعذيب

توصية عدد 17

تطبيق تعريف التعذيب على الندو المنصوص عليه في الاتفاقية

توصية عدد 18

التوقف الفوري عن ممارسة الفحوصات الشرجية وفروعها العذرية وأي ممارسات مهينة أو لا إنسانية

توصية عدد 19**الهيئات التي لم يقع ارساؤها طبقا لدستور 2014****توصية عدد 1**

الإسراع بإرساء المحكمة الدستورية

توصية عدد 2

الإسراع بإرساء الهيئات الدستورية

النصوص التي لم تصدر عمل بمقتضيات دستور 2014**توصية عدد 3**

الإسراع بإصدار قانون هيئة الاتصال السمعي البصري

توصية عدد 4

اصدار قانون بنظم حرية الضمير

توصية عدد 5

اعتماد قانون (قوانين) بشأن العدالة الاجتماعية والتوازن بين الجهات

توصية عدد 6

اعتماد قانون يحدد بموجبه مبادئ وأداء الأمن الجمهوري

توصية عدد 7

اعتماد قانون شامل بشأن الأجانب يشمل الحق في اللجوء

توصية عدد 8

المصادقة على الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم

توصية عدد 9

اصدار قانون بشأن الدرية الأكاديمية

توصية عدد 10

التعجيل في اصدار مشروع مجلة البيئة الذي يدمج بموجبه مسألة تغير المناخ

في سياق الإرهاب

توصية عدد 29

الوقف الفوري لتطبيق الأمر عدد 50 المؤرخ 26 جانفي 1978 بشأن حالة الطوارئ

توصية عدد 30

التوقف فورا عن تقديم المدعين للمحاكم العسكرية

توصية عدد 31

التوقف عن تطبيق اجراء الإقامة الجبرية دون أسباب جدية ومعلنة
بوضوح

توصية عدد 32

التخلص عن استخدام الاجراء الدودي S17

توصية عدد 33

التصدي لكل شكل من أشكال الاعتداء على استقلال الهيئات
الوطنية وعلى المجلس الأعلى للقضاء

توصية عدد 34

الحفاظ على الوضع الدستوري الراهن والمضي قدما في إصلاح
أو اعتماد دستور جديد وذلك بتنظيم انتخابات تشريعية ورئاسية
مبكرة

توصية عدد 35

عدم اجراء إصلاحات سياسية ومؤسساتية إلا بعد تنظيم الانتخابات

توصية عدد 36

التأكيد على أن تكون عملية الإصلاحات السياسية والدستورية
شفافة ومشاركة، تشمل بما في ذلك مختلف التيارات السياسية
ومنظمات المجتمع المدني

توصية عدد 37

مواءمة النص المتعلق بالإرهاب مع أحكام الدستور وتعزيز
الضمانات للمتهمين واستبدال عقوبة الإعدام بعقوبة سالبة

الرد بشكل إيجابي على الشكاوى المتعلقة بمعارضات التعذيب
وإجراء تحقيقات جادة ونزيهة والإسراع في المحاكمات المتعلقة
بمثل هذه المعارضات.

توصية عدد 20

تمكين الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب من الوسائل المادية
اللزمرة وعدم تعطيل عملها وزياراتها غير المعلنة

توصية عدد 21

تفعيل مبدأ حماية: «الحياة الخاصة ... والمعطيات الشخصية»

توصية عدد 22

مواءمة القانون التونسي مع المبادئ الدستورية والمعاهدية

توصية عدد 23

اعتماد إطار قانوني جديد بشأن حماية المعطيات الشخصية، من
خلال الإسراع في اصدار مشروع قانون المعطيات الشخصية الموعود
لدى مجلس نواب الشعب منذ سنة 2018 والذي لم يتم اصداره بعد.

توصية عدد 24

دعم دور الهيئة الوطنية لحماية المعطيات الشخصية من خلال
جعلها أكثر استقلالية، ومندتها سلطات أوسع لمراقبة الامثلية
للحماية المعطيات الشخصية وتعزيز مواردها البشرية والمالية

توصية عدد 25

مواءمة الإطار القانوني بشأن الحق في الوصول إلى شبكات
الاتصالات

توصية عدد 26

مواءمة مجلة الاتصالات مع مبادئ حقوق الإنسان وقيم
الديمقراطية عن طريق إلغاء النصوص الدخائية غير المبررة، بما
في ذلك الأحكام السالبة للحرية والمتعلقة ب حرية التعبير.

توصية عدد 27

التوقف عن ملاعبة الصحافيين والمدونين ومستخدمي شبكات
ال التواصل الاجتماعي على أساس النصوص القانونية السالبة للحريات
(ولا سيما الفصل 86 من مجلة الاتصالات)

توصية عدد 28

تغيير الإطار القانوني المتعلق بالتدابير الاستثنائية وحالة الطوارى

للدرية.

توصية عدد 38

إصلاح نظام العدالة بما ينسجم مع الدستور والاتفاقيات الدولية

توصية عدد 39

ضمان استقلال القضاء، والحرص على عدم تدخل السلطة التنفيذية
في القضاء.

توصية عدد 40

تعزيز تدريب القضاة في مجال حقوق الإنسان والاتفاقيات الدولية

توصية عدد 41

تحسين ظروف العمل الماديه للقضاة (حالة المحاكم والمكاتب...)
تزويد القضاة بمساعدين باحثين

توصية عدد 42

مراجعة السياسة القضائية وتعويض العقوبات التي تقل عن
أو تساوي السجن لمدة سنتين (2) بعقوبات بديلة وتأجيل تنفيذ
العقوبات التي تقل عن أو تساوي السجن لمدة سنة واحدة (1)

توصية عدد 43

تعزيز دور الدوائر المتخصصة في المحاكمات المتعلقة بالعدالة
الانتقامية والحفاظ على استقرار القضاة الذين يشغلون مناصبهم،
وضمان الحق في التقاضي على درجتين.

توصية عدد 44

إعادة النظر في اختصاص المحاكم العسكرية وربط اختصاصها
بالنظر في الجرائم العسكرية فقط ومنع تدخل القضاء العسكري
في النظر في القضايا المدنية.

توصية عدد 45

تنقیح مجلة المياه: التعجیل بإصدار مشروع مجلة المياه الجديدة.



حقوق الأشخاص
المنتسبين
للسُّلْقَلِيَّاتِ
والمُعْيَزِ ضدهم

التمييز ضد المرأة

توصية عدد 46.

مواصلة تدعيم مسار المساواة وتنفيذ توصيات لجنة الديريات الفردية والمساواة والتي تمدح عنها مشروع قانون: مشروع «مجلة الحقوق والديريات الفردية» (نص قدمه مجموعة من النواب إلى المجلس في 18 أكتوبر 2018) ومشروع قانون بشأن المساواة في الميراث طبقاً للمبادرة الرئاسية في نوفمبر 2018

توصية عدد 47.

إزالة الإعلان العام بشأن اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة

توصية عدد 48.

إصدار أوامر تطبيقية قائمة على المساواة وكذلك بالنسبة للنصوص التطبيقية للقانون عدد 58 المؤرخ في 11 أوت 2017 وخاصة فيما يتعلق بالمساعدة القانونية ورعاية النساء ضحايا العنف وبرامج ومشاريع مختلف الوزارات المتعلقة بمكافحة العنف

توصية عدد 49.

ضمان الحقوق الجنسية والإيجابية لجميع النساء والفتيات مجاناً مع احترام معطياتهن الشخصية وكرامتهن

التمييز ضد الأطفال

توصية عدد 49.

القضاء على التمييز ضد الأطفال المولودين خارج إطار الزواج وتنقيح مجلة الأحوال الشخصية

توصية عدد 50.

إزالة الإعلانات العامة بشأن اتفاقية حقوق الطفل.

التمييز ضد المثليين والمثليات والمت Hodolien جنسياً والغابرين والغابرات جندرياً

توصية عدد 51.

إلغاء الفوري للفحص الشرجي، وإلغاء الفصل 230 من المجلة

2.6

التمييز العنصري

توصية عدد 59

تطبيق القانون الصادر سنة 2018 والإسراع بإنشاء اللجنة الوطنية ووضع برامج وتنظيم حملات للتحسيس بجميع أشكال التمييز العنصري ومكافحتها.

2.7

التمييز على أساس العناصر الثقافية

توصية عدد 60

إصدار نص قانوني يعترف بحرية الضمير، والاعتراف بجميع الأديان التي لا تحرض على الكراهية والعنف.

توصية عدد 61

الاعتراف باللغة الأمازيغية والتشجيع على تدريسها ونشرها

2.8

انتهاكات حرية تكوين الجمعيات والتجمع والظهور

توصية عدد 62

الاعتراف بحقوق المدافعين والمدافعتات عن حقوق الإنسان، وتوفير البيئة الملائمة لمحارسة أنشطتهم ومقاضاة المسؤولين عن انتهاكات حقوقهم.

توصية عدد 63

منع أي تدخل غير قانوني في حرية تكوين الجمعيات أو عملها.

توصية عدد 64

إلغاء القانون المتعلق بالاجتماعات العامة والمواكب والاستعراضات والمعظاهرات والتجمهر لسنة 1969.

توصية عدد 65

إلغاء الأمر عدد 50 المؤرخ 26 جانفي 1978 المتعلق بحالة الطوارئ.

2.9

التمييز على أساس الحالة الصحية : الأشخاص المتعايشين مع فيروس نقص المناعة البشرية

توصية عدد 66

القضاء على جميع أشكال التمييز في القانون والممارسة ضد الأشخاص المتعايشين مع فيروس نقص المناعة البشرية بالإضافة لتنقيح القانون الصادر سنة 1992.



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

RAPPORT DES PARTIES PRENANTES SOUMIS A L'EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL DE LA TUNISIE

4ème CYCLE 2022

ISBN 978-9973-9860-9-2



9 789973 986092

Photos de : Yacine Gaidi / Chedli Ben Brahim

Illustrations de : Suleyman Ben Nasr